

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 142
N° 7

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 18
no Febuare 1993

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° 43 BAC du 25 janvier 1993 fixant à compter du 1er janvier 1992 le taux de base de l'indemnité représentative de logement à verser à certaines catégories d'instituteurs.	303
Arrêté n° 65 DRCL du 3 février 1993 ordonnant le placement d'office à l'hôpital Vaiani de Samuel Roopinia.	303

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

**DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE
OU DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Rectificatif à la délibération n° 92-221 AT du 22 décembre 1992 complétant le code de l'aménagement de la Polynésie française en matière de dispositions pour la gestion des espaces lagunaires et en façade maritime.	304
---	-----

ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES**PRESIDENCE**

Arrêté n° 50 PR du 11 février 1993 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la mer, du développement des archipels et des affaires foncières.	304
--	-----

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME, DE L'ENERGIE ET DES PORTS

Arrêté n° 503 MAE.AU du 8 février 1993 autorisant Mme Heipua Bordes à réaliser un lotissement de 3 lots sur la terre Rarouri sise à Afaahiti, commune de Talarapu-Est. (Extraits).	305
---	-----

EXTRAITS

Arrêté n° 505 MAE du 8 février 1993 portant mainlevée et autorisant le remboursement d'une partie des sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations au titre d'indemnité d'expropriation des parcelles de terrains nécessaires à l'aménagement de l'aérodrome de Takapoto, à la classe D2.	305
--	-----

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA CONDITION FÉMININE

Arrêté n° 481 MAF du 5 février 1993 autorisant M. le directeur de Service Mobil S.A. à installer et exploiter une station-service distributrice de carburant (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Punaauia). (Extraits)	305
Arrêté n° 482 MAF du 5 février 1993 autorisant la Société polynésienne d'investissements touristiques (S.P.I.T.) à installer et exploiter des équipements pour l'hôtel Le Lagon (établissements de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Bora Bora). (Extraits).	310
Arrêté n° 483 MAF du 5 février 1993 autorisant la société Nara Tahiti S.A. à installer et exploiter des équipements pour l'hôtel Bora Bora Lagoon Resort (établissements de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Bora Bora). (Extraits).	315

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE PAPEETE

Arrêté municipal n° 93-2 du 4 janvier 1993 interdisant l'accès à la portion de voie reliant la rue Wallis et le cours de l'Union-Sacrée, à tous véhicules, à l'exception de ceux appartenant auxdits riverains.	320
---	-----

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Service des douanes.— Cours des changes (période du 18 février au 3 mars 1993 inclus).	320
Institut territorial de la statistique.— Indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de janvier 1993. . .	321
Service de l'urbanisme.— 1°) Certificat d'achèvement des travaux n° 97 AU.ISLV du 21 janvier 1993 concernant l'extension, par M. Warren Guilloux et Mme Lorraine Arutahi, du lotissement d'une parcelle de la terre "Iriwai 1" sise à Avera, commune de Taputapuetea.	321
2°) Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent pour le mois de janvier 1993. . .	321
3°) Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Marquises pour les mois de décembre 1992 et janvier 1993.	322
Délégation à l'environnement.— Enquête publique de commodo et incommodo : - M. Jean-Michel Murcia, mandataire de la S.A.R.L. Batipol, commune de Faaa.	322

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.	323
Annonces diverses.	326

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE**

ARRETE n° 43 BAC du 25 janvier 1993 fixant à compter du 1er janvier 1992 le taux de base de l'indemnité représentative de logement à verser à certaines catégories d'instituteurs.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,

Vu la loi du 30 octobre 1886 relative à l'organisation de l'enseignement primaire ;

Vu la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990, portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985 relative à la dotation globale de fonctionnement, réformée par la loi de finances pour 1989 (article 85) ;

Vu le décret n° 82-622 du 19 juillet 1982 fixant les dispositions statutaires applicables au corps des instituteurs de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 83-367 du 2 mai 1983 relatif à l'indemnité de logement due aux instituteurs ;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil de l'enseignement primaire du 26 avril 1984 aux termes duquel le principe d'une réévaluation annuelle de l'indemnité représentative de logement versée aux instituteurs a été adopté ;

Vu la décision du comité des finances locales du 28 octobre 1992 fixant le montant unitaire de la seconde part de la dotation spéciale instituteurs pour 1992 ;

Vu la correspondance n° 2660 BAC du 18 décembre 1992 invitant les chefs de subdivision administrative à faire délibérer les conseils municipaux sur la revalorisation de l'indemnité représentative de logement,

Arrête :

Article 1er.— A compter du 1er janvier 1992, le taux de base de l'indemnité représentative de logement à verser aux instituteurs, telle que définie par le décret du 2 mai 1983 susvisé, est fixé, pour l'ensemble des communes de Polynésie française, à 18.583 F CFP par mois (soit 222.996 F CFP par an). C'est le montant qui sert de référence pour le calcul des majorations servies par les communes à certaines catégories d'ayants droit.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général, le directeur de la mission d'aide financière et de coopération régionale et le directeur de l'administration et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 janvier 1993.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Raphaël BARTOLT.*

ARRETE n° 65 DRCL du 3 février 1993 ordonnant le placement d'office à l'hôpital Valahi de M. Samuel Roopinia.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'Ordre national du mérite,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée ;

Vu l'arrêté du 21 août 1913 portant création à Papeete d'un établissement public destiné à recevoir les personnes atteintes d'aliénation mentale ;

Vu l'arrêté n° 1-93 du maire de la commune de Taputapuata en date du 27 janvier 1993 ordonnant le placement d'office de M. Samuel Roopinia compte tenu du danger qu'il présente pour lui-même et pour son entourage ;

Vu le certificat médical établi par le docteur Huguet, médecin de la santé publique de l'hôpital de Uturoa, en date du 26 janvier 1993 ;

Vu la lettre du maire délégué M. Thomas Moutame de la commune associée de Opoa en date du 27 janvier 1993 ;

Vu le procès-verbal de la brigade de gendarmerie de Raiatea en date du 28 janvier 1993,

Arrête :

Article 1er.— En raison de la menace à l'ordre public et à la sûreté des personnes attestée par le certificat médical cité en visa, la mesure de placement d'office à l'hôpital psychiatrique de Vaïami de M. Samuel Roopinia, né le 24 août 1955 à Papeete et

demeurant à Opoa dans l'île de Raiatea, prise par arrêté n° 1-93 du maire de Taputapuata le 27 janvier 1993, est confirmée.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 3 février 1993.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Raphaël BARTOLT.

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

RECTIFICATIF à la délibération n° 92-221 AT du 22 décembre 1992 complétant le code de l'aménagement de la Polynésie française en matière de dispositions pour la gestion des espaces lagunaires et en façade maritime (parue au J.O.P.F. n° 1 du 7 janvier 1993, page 39).

Au lieu de :

"Art. D.133-3 : Le rapport définit et justifie les orientations retenues en matière de protection, de développement et d'équipement, à l'intérieur de son périmètre. A cet effet, il détermine la vocation générale des différentes zones, et notamment de celles qui sont affectées à l'aquaculture, au développement portuaire et aux activités de loisirs ou touristiques. Il précise les vocations des différents secteurs du lagon ou de l'espace maritime et les conséquences qui en résultent pour l'utilisation des différentes parties

du littoral qui lui sont liées. Il définit les conditions de la compatibilité entre les différents usages de l'espace maritime et littoral."

Lire :

"Art. D.133-3 : Le rapport définit et justifie les orientations retenues en matière de protection, de développement et d'équipement, à l'intérieur de son périmètre. A cet effet, il détermine la vocation générale des différentes zones, et notamment de celles qui sont affectées à l'aquaculture, au développement portuaire et aux activités de loisirs ou touristiques. Il précise les vocations des différents secteurs du lagon ou de l'espace maritime et les conséquences qui en résultent pour l'utilisation des différentes parties du littoral qui lui sont liées. Il définit les conditions de la compatibilité entre les différents usages de l'espace maritime et littoral."

Le reste sans changement.

ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 50 PR du 11 février 1993 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la mer, du développement des archipels et des affaires foncières.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 627 PR du 9 avril 1991 modifié relatif aux attributions du ministre de la mer, du développement des archipels et des affaires de terres ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Mme Haamoetini Lagarde, ministre de l'agriculture, de l'environnement et de la condition féminine, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la mer, du développement des archipels et des affaires foncières pendant l'absence de M. Edouard Fritch du lundi 8 février au jeudi 11 février 1993 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 1993.
Gaston FLOSSE.

**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'URBANISME,
DE L'ÉNERGIE ET DES PORTS**

**ARRETE n° 503 MAE.AU du 8 février 1993 autorisant
Mme Heipua Bordes à réaliser un lotissement de 3 lots sur
la terre Rarouri sise à Afaahiti, commune de Taïarapu-Est.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, de l'énergie et des ports,

.....
Arrête :

Article 1er.— Mme Heipua Bordes est autorisée à réaliser un lotissement en 3 lots (n° 1, n° 3 et n° 4) sur la terre Rarouri sise à Afaahiti.

Ces 3 lots sont destinés à l'habitation et viennent compléter 2 autres lots créés antérieurement, dénommés parcelle A de 858 m² et parcelle B de 849 m².

Le lot n° 2 de 961 m² et le surplus de 4.060 m² sont exclus de la présente autorisation en raison d'un litige foncier.

Art. 2.— Dossier du lotissement

Le dossier du lotissement comprend les documents suivants et enregistrés au service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction") le 13 avril 1992, sous le n° 92-13 L :

- Plan de situation ;
- Plan topographique ;
- Plan parcellaire ;
- Plan voirie-assainissement ;
- Plan de distribution en eau ;
- Plan du réseau électrique ;
- Plan alimentation O.P.T. ;
- Profil en long - profil en travers.

Art. 3.— V.R.D.

Les travaux de V.R.D. seront réalisés conformément aux plans déposés à l'appui de la demande. Cependant, les prescriptions suivantes devront être respectées :

- Assainissement des eaux usées

Le traitement des eaux-vannes sera effectué par l'aménagement d'une fosse septique suivie d'un épandage souterrain, celui des eaux ménagères par une boîte à graisse suivie d'un puisard.

Le dimensionnement de ces dispositifs sera défini lors des demandes de permis de construire.

- Réseau incendie

Le poteau d'incendie devra présenter les caractéristiques suivantes :

- diamètre : 100 mm au moins ;
- débit : 17 litres/seconde ;
- pression dynamique : 1 bar.

Il devra être réceptionné en présence d'un représentant du service "incendie" de la commune.

- Adduction téléphonique

Une attestation de réception délivrée par l'O.P.T. à l'issue des travaux d'infrastructures de télécommunications devra être fournie à l'appui de toute demande de certificat de conformité.

Art. 4.— Cahier des charges

Le cahier des charges du lotissement, qui sera soumis pour approbation au service de l'urbanisme avant toute demande de certificat de conformité, devra stipuler, entre autre, le règlement de construction et les obligations imposées aux acquéreurs de lots en ce qui concerne l'entretien des voies et réseaux divers, si le lotissement est prévu en accession à la propriété.

Art. 5.— Communication au public

Le présent arrêté est mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D 141-7 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Taïarapu-Est ;
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Art. 6.— Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 8 février 1993.

Pour le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
de l'énergie et des ports, et par délégation :
Le chef du service de l'urbanisme,
F. DUPUY.

Par arrêté n° 505 MAE du 8 février 1993.— Est déconsignée au profit de M. Teto Moeava Temapu, né le 15 mars 1937 à Puka Puka, copropriétaire, l'indemnité d'expropriation relative à la partie expropriée de la terre Papatuaiva n° 454 d'un montant de 1.788 FCP, correspondant à 1/840.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA CONDITION FÉMININE**

**ARRETE n° 481 MAF du 5 février 1993 autorisant M. le
directeur de Service Mobil S.A. à installer et exploiter une
station-service distributrice de carburant (établissement
de la 1re classe des installations classées pour la protec-
tion de l'environnement, commune de Punaauia).**

Le ministre de l'agriculture, de l'environnement et de la condition féminine,

.....
Arrête :

Article 1er.— M. le directeur de Service Mobil S.A. est autorisé à installer et exploiter une station-service distributrice de carburant sur le lot n° 13 de la terre "Papearia" sise à proximité de la marina Taina, dans la commune de Punaauia.

Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement qui relève de la 1re classe, rubrique 130-1, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comprendra :

- un bâtiment avec boutique et une réserve d'huiles et de lubrifiants ;
- un auvent abritant quatre distributeurs multiproduits (gazole et essence) ;
- un stockage de 100 bouteilles de gaz de 13 kg en rack ;
- un stockage d'hydrocarbures composé de :
 - une cuve à essence de 40.000 litres (norme NF M88 512) enterrée et à double enveloppe ;
 - une cuve pour de l'essence sans plomb de 20.000 litres (norme NF M88 512) enterrée et à double enveloppe ;
 - une cuve de gazole de 20.000 litres (norme NF M88 513) enterrée et à double enveloppe ;
 - un séparateur à hydrocarbures (modèle SIMOP SHDO2/1.5/2) ;
 - les caniveaux de récupération des aires d'approvisionnement.

Installations électriques

Art. 3.— Les installations électriques devront répondre à la norme NF C 15-100, et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Art. 4.— Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien ou un installateur compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Prescriptions relatives au dépôt de bouteilles de gaz

Art. 5.— Les bouteilles doivent être stockées sur un emplacement déterminé, dégagé en permanence et affecté uniquement à cet usage.

Art. 6.— L'installation d'un dépôt de bouteilles de gaz est interdite :

- en sous-sol ;
- au-dessus, dans ou au-dessous d'un local d'habitation.

Art. 7.— Le stockage doit être isolé par une zone de protection telle que les bouteilles soient à une distance d'au moins 5 mètres en projection sur le plan horizontal :

- des ouvertures des locaux occupés ou habités par des tiers ;
- des limites des propriétés appartenant à des tiers ou de la voie publique ;
- des ouvertures de tout local contenant des feux nus ;
- de tout point bas ou piège dans lesquels peuvent s'accumuler des vapeurs inflammables (ouvertures de sous-sol, bouches d'égout non protégées par un siphon, etc.) ;
- de tout appareillage électrique qui n'est pas de sécurité ;
- de tout moteur à combustion interne.

Cette distance est portée à 6 mètres vis-à-vis de tout dépôt ou appareil distributeur de matières inflammables, combustibles ou comburantes.

Art. 8.— Ces distances peuvent être réduites à 1 mètre, si entre ces emplacements et le stockage, est interposé un mur incombustible, stable au feu de degré 2 heures, dont la hauteur excède de 0,5 mètre celle du stockage, sans être inférieure à 2 mètres ; la longueur de ce mur doit être telle que les distances prévues à l'article 7 soient toujours respectées en le contournant.

Art. 9.— Tout stockage en limite de propriété devra être protégé par un mur contigu ou mitoyen stable au feu de degré 2 heures, sur une hauteur de 2 mètres.

Le stockage des bouteilles devra être à 1 mètre de ce mur.

Art. 10.— Si le dépôt est situé dans un local fermé (dont les parois excèdent 75 % de la surface latérale totale ou dans le cas contraire ne possédant pas d'ouverture sur au moins 2 parois), celui-ci doit présenter les caractéristiques minimales de comportement au feu suivantes :

- murs "coupe-feu" de degré une heure ;
- toiture en matériaux légers difficilement inflammables et sans autre bois apparent que les pièces de charpente, qui doivent être ignifugées.

Des ouvertures placées en partie haute et basse, d'une section unitaire de 16 décimètres carrés au moins, doivent être aménagées pour permettre une ventilation efficace.

Art. 11.— En cas d'utilisation d'équipements électriques (lampes, fils conducteurs), ils seront d'un type dit de "sécurité".

Art. 12.— Les bouteilles ne doivent pas être placées dans des conditions où elles risqueraient d'être portées à une température dépassant 50° C.

Art. 13.— Les bouteilles doivent être stockées soit debout, soit couchées. Si elles sont gerbées en position couchée, les bouteilles extrêmes doivent être calées par des dispositifs spécialement adaptés à cet effet.

Art. 14.— Le stockage doit être tenu en bon état de propreté. On doit notamment exclure les papiers, chiffons, herbes sèches et, en général, tout déchet combustible.

Art. 15.— Il est interdit de se livrer à l'entretien ou à la réparation des bouteilles et de leurs accessoires dans la zone de protection définie à l'article 7.

On doit s'assurer avant la mise en dépôt que les bouteilles ne fuient pas. Toute bouteille défectueuse doit être aussitôt évacuée vers une zone adaptée à son traitement.

Art. 16.— Toutes dispositions doivent être prises pour que les manipulations puissent s'effectuer sans qu'il en résulte de bruits gênants pour le voisinage ou de dommages aux bouteilles.

Moyens de secours du dépôt de bouteilles de gaz

Art. 17.— La disposition des lieux doit permettre l'évacuation rapide des bouteilles en cas d'incendie à proximité.

On doit disposer, à proximité du dépôt, d'au moins deux extincteurs NF MIH à poudre BC de 6 kg au moins.

Ce matériel doit être périodiquement contrôlé et la date de contrôle enregistrée sur une étiquette fixée à l'appareil.

Le dépôt ne doit pas être chauffé par des appareils à flamme ou à incandescence.

Des panneaux de sécurité : "défense de fumer", "stationnement interdit" seront placés en évidence.

L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.

Dispositions applicables au dépôt d'hydrocarbures

Art. 18.— Les réservoirs fixes seront construits suivant les règles de l'art et conformes aux normes NFM 88-512 et NFM 88-513.

Ils seront incombustibles, étanches, et devront présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels. Il devra être joint au dossier, un certificat d'épreuve d'étanchéité délivré par le constructeur.

Pour le cas de cuves anciennes ou douteuses, un essai d'étanchéité sera réalisé.

L'épreuve hydraulique devra être effectuée sous la responsabilité du constructeur.

Toutes les précautions devront être prises pour protéger les réservoirs, accessoires et canalisations de la corrosion interne ou externe.

Art. 19.— Le matériel d'équipement du réservoir devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est, en particulier, interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Art. 20.— Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif de jaugeage permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu ou admissible avant tout remplissage.

Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Art. 21.— En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage devra être fermé par un obturateur étanche.

Le réservoir devra être équipé au minimum d'un tube d'évent, ne présentant aucun risque ni inconvénient pour le voisinage, surmonté d'un grillage pare-flammes débouchant à l'air libre, à 4 mètres au moins au-dessus du niveau de stationnement du véhicule livreur et à 3 mètres en projection horizontale de toute cheminée, feu nu, porte ou fenêtre de locaux.

Art. 22.— Si un réservoir est destiné à alimenter une installation (chaudière, moteur, atelier d'emploi), il devra être placé en contrebas des appareils d'utilisation, sauf si l'installation comporte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

Il devra exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation, placé à l'extérieur des locaux et manœuvrable manuellement.

Le mode d'utilisation de ce dispositif devra être visiblement indiqué à proximité.

Les canalisations de remplissage ou de soutirage des réservoirs, même enterrées dans le sol, seront placées dans des gaines, tranchées ou caniveaux remplis de produits inertes et tamisés.

Art. 23.— Les réservoirs devront être reliés au sol par une prise de terre efficace de large surface.

Par ailleurs, toutes les installations métalliques du dépôt seront reliées par une liaison équipotentielle.

Art. 24.— Les aires de remplissage et de soutirage, les salles de pompes, devront être conçues et aménagées de telle sorte qu'à la suite d'un incident, les liquides répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux.

Les eaux chargées d'hydrocarbures ne devront, en aucun cas, être rejetées sans au moins une décantation et une séparation préalables.

Cuves enterrées en fosse

Art. 25.— La fosse et la dalle éventuelle qui la couvre, devront être construites en matériaux pouvant résister aux charges et poussées qu'elles seront appelées à supporter.

Cette dalle devra être incombustible.

Art. 26.— Les cuves devront être maintenues solidement de façon qu'elles ne puissent remonter sous l'effet de la poussée des eaux.

En aucun cas, une cavité quelconque (cave, sous-sol, excavation) ne devra se trouver au-dessous d'une cuve enterrée.

Art. 27.— Aucune canalisation, notamment d'alimentation en eau et d'évacuation d'eaux usées, de gaz ou d'électricité ne devra passer à l'intérieur ou sous la fosse.

Art. 28.— Le point le plus bas du réservoir devra se trouver à au moins 0,10 mètre au-dessus du radier. Un intervalle de 0,20 mètre devra exister entre les murs de la fosse et les parois des réservoirs, entre le point le plus haut du corps des réservoirs et le niveau inférieur de la dalle, ainsi qu'entre deux réservoirs voisins.

Art. 29.— Les seuls locaux dont l'installation est autorisée au-dessus des cuves en fosse sont ceux à usage de station-service ou de poste de distribution non surmontés d'autres locaux habités ou occupés.

Art. 30.— Les parois des réservoirs enterrés devront être situées à une distance horizontale minimale de 2 mètres des fondations de tout immeuble habité ou occupé et des limites de propriété.

Toutefois, cette distance minimale ne sera pas exigée par rapport à la limite du domaine public ou si l'installation du dépôt a été autorisée sur celui-ci.

Les parois des réservoirs enterrés devront se trouver à plus de 6 mètres et les bouches de remplissage et l'extrémité du tube d'évent à plus de 10 mètres des issues de tout établissement recevant du public.

Cas des cuves à double enveloppe

Art. 31.— Les parois des réservoirs enfouis devront être flanquées d'une couche de terre bien pilonnée d'une épaisseur minimale de 0,50 mètre à la partie supérieure du corps des réservoirs et de 1 mètre au niveau du plan diamétral horizontal.

Art. 32.— Tout passage de véhicules ou tout stockage de matériaux divers au-dessus du dépôt seront interdits à moins que le ou les réservoirs ne soient protégés par un plancher ou un aménagement pouvant résister aux charges éventuelles.

Art. 33.— Moyens de secours et de lutte contre l'incendie

- un extincteur NF MIH à poudre sur roues de 50 kg ;
- deux extincteurs NF MIH à poudre BC de 9 kg par îlot de distribution ;
- un extincteur NF MIH CO2 de 2 kg à proximité des boîtiers électriques ;
- un extincteur NF MIH à eau pulvérisée de 6 litres dans la salle de vente ;
- du sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec, avec des pelles pour le répandre sur les fuites ou égouttures éventuelles.

Le matériel d'extinction devra être vérifié une fois l'an et la date de contrôle sera enregistrée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

Art. 34.— L'installation devra être défendue par un poteau d'incendie normalisé de 100 mm, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Si l'installation de ce poteau incendie s'avère impossible, l'exploitant fera connaître à l'inspection des installations classées les mesures compensatoires qu'il entend mettre en place.

Art. 35.— En cas d'incendie, le centre de secours des sapeurs-pompiers le plus proche devra être alerté ; le numéro de téléphone devra être affiché bien en évidence.

Matériels et appareils

Art. 36.— Tous les appareils et matériels susceptibles d'être générateurs ou transporteurs d'électricité statique devront avoir une mise à la terre.

Art. 37.— Toute opération de remplissage devra être contrôlée par un dispositif de sécurité qui devra interrompre automatiquement le remplissage du réservoir lorsque le niveau maximal d'utilisation sera atteint.

Le dispositif devra être conforme à la norme NF M 88-502 (limiteur de remplissage pour réservoirs enterrés de stockage de liquides inflammables).

Art. 38.— Toutes les interventions intéressant les réservoirs devront figurer sur un registre tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Entreposage des lubrifiants

Art. 39.— Les bidons de lubrifiants seront entreposés sur une aire bétonnée étanche formant cuvette de rétention, capable de recueillir tout écoulement accidentel.

Art. 40.— La cuvette de rétention sera d'une capacité au moins égale à la moitié de la quantité totale des bidons de lubrifiants entreposés.

Art. 41.— Afin de prévenir les risques de pollution accidentelle, les bouches d'égout ainsi que les caniveaux non reliés au séparateur seront situés à une distance minimale de 5 mètres de la paroi des appareils de distribution.

Art. 42.— Un puisard d'un volume suffisant, réservé exclusivement au rejet des eaux traitées, devra être mis en place et implanté à proximité d'un décanteur à grille, lui-même raccordé aux ouvertures d'évacuation des appareils et au(x) siphon(s) de sol.

Art. 43.— En aucun cas, il ne devra y avoir communication entre le puisard et la nappe phréatique.

Prévention de la pollution provenant de l'aire de distribution

Art. 44.— L'aire de distribution est constituée par la partie accessible à la circulation des véhicules du rectangle englobant les zones situées à moins de 3 mètres des appareils de distribution.

Art. 45.— L'aire de distribution ou de remplissage de liquides inflammables doit être étanche aux produits susceptibles d'y être répandus et conçue de manière à permettre le drainage de ceux-ci.

Les liquides ainsi collectés devront, avant leur rejet dans le milieu naturel, être traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique.

Ce décanteur-séparateur sera conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres/heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables.

Ce dispositif sera nettoyé aussi souvent que cela s'avérera nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an.

Art. 46.— Les rejets provenant de l'aire de distribution ou de remplissage devront respecter les valeurs suivantes :

- Température inférieure à 35° C ;
- pH compris entre 6 et 9 ;
- MeS inférieures à 30 mg/l (*) ;
- DBO5 inférieure à 40 mg/l (*) ;
- DCO inférieure à 120 mg/l (*) ;
- Hydrocarbures inférieurs à 20 ppm (*) (AFNOR T 90203).

(*) Sur un échantillon moyen sur 24 heures.

Art. 47.— Autosurveillance

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour être en mesure d'informer l'inspection des installations classées des conditions globales de traitement des eaux de l'aire de distribution.

L'exploitant effectuera sur un échantillon moyen sur 24 heures les analyses suivantes :

- semestriellement :
 - pH
 - McS
 - DCO
 - DBO5
 - hydrocarbures.

Ces résultats seront adressés à l'inspection des installations classées.

Les paramètres et la fréquence des analyses pourront être modifiés par l'inspection des installations classées au vu des résultats.

Inspection et contrôle

Art. 48.— Épreuve et vérification de l'étanchéité

Les réservoirs devront subir avant leur mise en service, sous la responsabilité du constructeur, une épreuve hydraulique à une pression de 3 bars.

Toute la paroi extérieure du réservoir devra être mise à nu pour l'épreuve et la pression de 3 bars devra être maintenue constante au moins pendant tout le temps nécessaire à l'examen complet de cette paroi. Le réservoir sera réputé avoir subi l'épreuve avec succès s'il a supporté cette pression de 3 bars sans fuite ni déformation permanente.

En outre, l'étanchéité des réservoirs ainsi que celle des raccords, joints, tampons et canalisations devra être vérifiée, sous la responsabilité de l'installateur et par un organisme agréé, avant la mise en service de toute l'installation et avant le remblayage éventuel, sous une pression pneumatique de 300 millibars.

Art. 49.— Renouvellement de l'épreuve

L'épreuve hydraulique devra être renouvelée dans les conditions précisées à l'article précédent :

- après toute réparation intéressant le réservoir ;
- après une période d'arrêt continu de l'utilisation du réservoir dépassant deux (2) ans.

Un réservoir sera réputé avoir subi le renouvellement de l'épreuve avec succès si la pression initialement portée à 1 bar ne varie pas de plus de 50 millibars en une demi-heure, toutes choses égales par ailleurs.

Un procès-verbal de ces contrôles sera adressé à l'inspection des installations classées.

Protection de l'environnement

Art. 50.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 51.— L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Bruits

Art. 52.— Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser :

- les jours ouvrables :
 - de 7 h à 21 h 55 dB (A)
 - de 6 h à 7 h et de 21 h à 22 h 50 dB (A)
 - de 22 h à 6 h 45 dB (A)
- les dimanches et jours fériés :
 - de 6 h à 22 h 50 dB (A)
 - de 22 h à 6 h 45 dB (A)
- émergence : 3 dB (A).

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Prescriptions administratives

Art. 53.— La présente autorisation ne vaut permis des travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle ne vaut pas autorisation de voirie pour le raccordement de la route territoriale I à la station-service. Les dispositions accessoires techniques de ce raccordement (conditions de visibilité, marquage au sol, longueur des voies d'insertion et de sortie...) devront être acceptées par la direction de l'équipement.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 54.— Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 55.— L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions du code du travail, en particulier le chapitre concernant la sécurité du travailleur.

Prescriptions générales

Art. 56.— L'établissement sera implanté et exploité conformément à la demande et aux plans déposés.

Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 57.— Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipients, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions de l'article 58 du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 58.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

La tenue d'un registre consignant toutes ces opérations pourra être exigée.

Art. 59.— L'inspecteur des installations classées est chargé du contrôle de l'établissement autorisé.

Art. 60.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 5 février 1993.
Haamoetini LAGARDE.

ARRETE n° 482 MAF du 5 février 1993 autorisant la Société polynésienne d'investissements touristiques (S.P.I.T.) à installer et exploiter des équipements pour l'hôtel Le Lagon (établissements de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Bora Bora).

Le ministre de l'agriculture, de l'environnement et de la condition féminine,

Arrête :

Article 1er.— La Société polynésienne d'investissements touristiques (S.P.I.T.) est autorisée à installer et exploiter les équipements du projet hôtelier Le Lagon situé sur l'îlot "Patutae" dit "Moturoa" dans la commune associée de Anau, dans la commune de Bora Bora.

Art. 2.— Indépendamment des prescriptions des articles suivants se rapportant aux installations de la 1re classe (dépôt d'hydrocarbures, groupe électrogène et stations de distribution de carburant), la Société polynésienne d'investissements touristiques (S.P.I.T.) est tenue de respecter les prescriptions des arrêtés types (fixés par arrêté n° 903 CM du 7 août 1992 modifiés et publiés au J.O.P.F. n° 34 du 20 août 1992) suivants :

- n° 39 - concernant un atelier de réparation et d'entretien d'engins à moteur dont la surface de travail est supérieure ou égale à 100 m² mais inférieure à 200 m² ;

- n° 57 - concernant une buanderie, une laverie, une blanchisserie et dont la capacité de lavage exprimée en kg de linge sec est supérieure à 50 kg mais est inférieure ou égale à 500 kg ;
- n° 189 - concernant les installations de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar et dont la puissance absorbée est supérieure ou égale à 10 kW mais inférieure à 200 kW.

Art. 3.— Equipements et caractéristiques

Les établissements qui relèvent de la 1re classe, rubriques 118-1, 130-1, 112-2-1, 39-2, 44-2, 57-2 et 189-2, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comprendront :

- le dépôt d'hydrocarbures central enterré en fosse, composé d'une cuve de gazole de 10.000 litres et d'une cuve d'essence de 3.000 litres ;
- une station marine avec une cuve de gazole de 3.000 litres enterrée en fosse et un poste de distribution ;
- une station marine avec une cuve d'essence de 1.000 litres enterrée en fosse et un poste de distribution ;
- un groupe électrogène de secours de 500 kVA alimenté par une cuve de gazole de 3.000 litres enterrée en fosse ;
- un dépôt de gaz combustible liquéfié (4 réservoirs aériens de 500 kg chacun et 20 bouteilles de 13 kg) ;
- une blanchisserie-buanderie ;
- les ateliers de maintenance ;
- des chambres froides.

Installations électriques

Art. 4.— Les installations électriques devront répondre à la norme NF C 15-100, et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Art. 5.— Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien ou un organisme agréé. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Des dispositifs nécessaires pour permettre, en cas de besoin, de mettre hors tension les installations électriques, doivent être prévus. Ils doivent être placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable.

Des dispositifs distincts sont obligatoires pour les installations normales, pour les installations de sécurité et éventuellement pour les installations de remplacement.

L'accès aux locaux doit être réservé uniquement aux personnes qualifiées chargées de l'entretien et de la surveillance de ces matériels.

Prescriptions se rapportant au dépôt de gaz combustible et bouteilles de gaz

Art. 6.— Les réservoirs et bouteilles doivent être stockés sur un emplacement déterminé, dégagé en permanence et affecté uniquement à cet usage.

Art. 7.— L'installation d'un dépôt de gaz combustible et bouteilles de gaz est interdite :

- en sous-sol ;
- au-dessus, dans ou au-dessous d'un local d'habitation.

Art. 8.— Le stockage doit être isolé par une zone de protection telle que les réservoirs et bouteilles soient à une distance d'au moins 5 mètres en projection sur le plan horizontal :

- des ouvertures des locaux occupés ou habités par des tiers ;
- des limites des propriétés appartenant à des tiers ou de la voie publique ;
- des ouvertures de tout local contenant des feux nus ;
- de tout point bas ou piège dans lesquels peuvent s'accumuler des vapeurs inflammables (ouvertures de sous-sol, bouches d'égout non protégées par un siphon, etc.) ;
- de tout appareillage électrique qui n'est pas de sécurité ;
- de tout moteur à combustion interne.

Cette distance est portée à 6 mètres vis-à-vis de tout dépôt ou appareil distributeur de matières inflammables, combustibles ou comburantes.

Art. 9.— Ces distances peuvent être réduites à 1 mètre, si entre ces emplacements et le stockage, est interposé un mur incombustible, stable au feu de degré 2 heures, dont la hauteur excède de 0,5 mètre celle du stockage, sans être inférieure à 2 mètres ; la longueur de ce mur doit être telle que les distances prévues à l'article 8 soient toujours respectées en le contournant.

Art. 10.— Le stockage en limite de propriété devra être protégé par un mur contigu ou mitoyen stable au feu de degré 2 heures, sur une hauteur de 2 mètres.

Le stockage des réservoirs et bouteilles devra être à 1 mètre de ce mur.

Art. 11.— En cas d'utilisation d'équipements électriques (lampes, fils conducteurs), ils seront d'un type dit de "sécurité".

Art. 12.— Les réservoirs de gaz et les bouteilles ne doivent pas être placés dans des conditions où ils risqueraient d'être portés à une température dépassant 50° C.

Art. 13.— Les bouteilles doivent être stockées soit debout, soit couchées. Si elles sont gerbées en position couchée, les bouteilles extrêmes doivent être calées par des dispositifs spécialement adaptés à cet effet.

Art. 14.— Le stockage doit être tenu en bon état de propreté. On doit notamment exclure les papiers, chiffons, herbes sèches et, en général, tout déchet combustible.

Art. 15.— Il est interdit de se livrer à l'entretien ou à la réparation des réservoirs, des bouteilles et de leurs accessoires dans la zone de protection définie à l'article 8.

On doit s'assurer avant la mise en dépôt que les réservoirs et les bouteilles ne fuient pas. Tout réservoir ou bouteille défectueux doit être aussitôt évacué vers une zone adaptée à son traitement.

Art. 16.— Toutes dispositions doivent être prises pour que les manipulations puissent s'effectuer sans qu'il en résulte de bruits gênants pour le voisinage ou de dommages aux réservoirs et bouteilles.

Art. 17.— La disposition des lieux doit permettre l'évacuation rapide des bouteilles en cas d'incendie à proximité.

Art. 18.— *Moyens de lutte contre l'incendie*

On doit disposer, à proximité du dépôt et sous abri, de deux extincteurs à poudre BC NF MIH de 6 kg au moins.

Ce matériel doit être périodiquement contrôlé et la date de contrôle enregistrée sur une étiquette fixée à l'appareil.

Le dépôt ne doit pas être chauffé par des appareils à flamme ou à incandescence.

Des panneaux de sécurité : "défense de fumer", "stationnement interdit" seront placés en évidence.

Art. 19.— Lorsque le dépôt est doté d'un poste d'eau, le robinet de commande doit rester dégagé et facile d'accès.

Prescriptions se rapportant à la centrale électrique (de secours)

Art. 20.— *Eclairage de sécurité*

Le bâtiment devra disposer d'un éclairage de sécurité à commande manuelle, constitué par un ou des blocs autonomes.

Art. 21.— Il est interdit de fumer dans la centrale électrique, d'y allumer ou d'y introduire une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles, sauf autorisation expresse de l'inspection des installations classées.

Groupe électrogène

Art. 22.— Un espace suffisant d'au moins 0,50 mètre doit exister autour du groupe et des parois du local pour permettre une exploitation normale.

Art. 23.— Les conduits d'évacuation des gaz de combustion doivent être réalisés en matériaux incombustibles, être étanches et présenter un degré coupe-feu égal au degré de stabilité au feu du bâtiment.

Leurs matériaux seront suffisamment isolants pour que le voisinage ne soit pas incommodé par la chaleur.

On veillera particulièrement à l'étanchéité et à la résistance des joints.

Art. 24.— Un dispositif devra permettre de recueillir les égouttures éventuelles d'hydrocarbures issues du groupe afin d'éviter leur accumulation éventuelle dans le caniveau technique.

Art. 25.— Le bâtiment sera muni de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre en cas d'accident l'évacuation du personnel.

L'entrée sera interdite à toute personne étrangère au service.

Art. 26.— La ventilation sera assurée si nécessaire par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur du local toute

stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive :

- admission par le bas, côté groupe ;
- extraction par le haut, côté aire de travail.

Les trouées de ventilation devront être munies de pièges à sons.

Art. 27.— Des murs sépareront les locaux renfermant les appareils et tuyauteries contenant des hydrocarbures de tous les locaux occupés en permanence et de ceux qui pourraient renfermer des matières inflammables.

Echappement

Art. 28.— L'échappement du moteur thermique devra se faire soit en fosse, soit par l'intermédiaire de silencieux, d'une efficacité équivalente.

Art. 29.— Moyens de secours

La protection du local technique contre l'incendie sera assurée au moins par :

- un extincteur à poudre BC NF MIH de 9 kg au moins, placé à l'extérieur du local ;
- une réserve de sable avec pelles de projection.

Stockage de lubrifiants

Art. 30.— L'entreposage de récipients susceptibles de contenir des liquides inflammables se fera sur un sol étanche faisant office de cuvette de rétention.

Fonctionnement des ateliers

Art. 31.— Les huiles de vidange et déchets de fabrication seront récupérés et entreposés avant leur élimination dans des installations réglementées à cet effet, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement.

L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.

Dispositions applicables à tous les dépôts d'hydrocarbures

Art. 32.— Les réservoirs fixes seront construits en acier soudable, suivant les règles de l'art et conformes à la norme NFM 88-940 ou NFM 88-512 et devront être fermés. Ils seront incombustibles, étanches, et devront présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels. Il devra être joint au dossier, un certificat d'épreuve hydraulique d'étanchéité délivré par le constructeur. Cette épreuve hydraulique devra être effectuée sous la responsabilité du constructeur.

Pour le cas de réservoir ancien ou douteux, un essai d'étanchéité sera réalisé par un organisme agréé. Le certificat de contrôle et d'essais sera transmis à l'inspection des installations classées.

Toutes les précautions devront être prises pour protéger les réservoirs, accessoires et canalisations de la corrosion interne ou externe.

Inspection et contrôle

Art. 33.— Epreuve et vérification de l'étanchéité

Les réservoirs devront subir avant leur mise en service, sous la responsabilité du constructeur, une épreuve hydraulique à une pression de 3 bars.

Toute la paroi extérieure de chaque réservoir devra être mise à nu pour l'épreuve et la pression de 3 bars devra être maintenue constante au moins pendant tout le temps nécessaire à l'examen complet de cette paroi. Tout réservoir sera réputé avoir subi l'épreuve avec succès s'il a supporté cette pression de 3 bars sans fuite ni déformation permanente.

En outre, l'étanchéité des réservoirs ainsi que celle des raccords, joints, tampons et canalisations devra être vérifiée, sous la responsabilité de l'installateur et par un organisme agréé, avant la mise en service de toute l'installation et avant le remblayage éventuel, sous une pression pneumatique de 300 millibars.

Art. 34.— Renouvellement de l'épreuve

L'épreuve hydraulique devra être renouvelée dans les conditions précisées à l'article précédent :

- après toute réparation intéressant le réservoir ;
- après une période d'arrêt continu de l'utilisation du réservoir dépassant deux (2) ans.

L'épreuve des réservoirs devra être renouvelée périodiquement, en présence et sous le contrôle d'un organisme agréé.

Un réservoir sera réputé avoir subi le renouvellement de l'épreuve avec succès si la pression initialement portée à 1 bar ne varie pas de plus de 50 millibars en une demi-heure, toutes choses égales par ailleurs.

Un procès-verbal de ces contrôles sera adressé à l'inspection des installations classées.

Art. 35.— Le matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est, en particulier, interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre les réservoirs et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ces réservoirs des appareils d'utilisation.

Art. 36.— Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif de jaugeage permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu ou admissible avant tout remplissage.

Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Art. 37.— En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage devra être fermé par un obturateur étanche.

Chaque réservoir devra être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, surmontés d'un grillage pare-flammes débouchant à

l'air libre, en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison et ne présentant aucun risque ni inconvénient pour le voisinage.

Ces tubes devront avoir une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne, ni obturateur.

Art. 38.— Les réservoirs journaliers devront comporter un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

Une notice détaillée et un certificat d'efficacité de ce dispositif, fournis par l'installateur, devront être conservés avec les documents relatifs à l'installation et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il devra exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation, placé à l'extérieur des locaux et manœuvrable manuellement indépendamment de tout autre asservissement.

Le mode d'utilisation de ce dispositif devra être visiblement indiqué à proximité.

Les canalisations de remplissage ou de soutirage des réservoirs, même enterrées dans le sol, seront placées dans des gaines, tranchées ou caniveaux remplis de produits inertes et tamisés.

Art. 39.— Les réservoirs devront être reliés au sol par une prise de terre efficace de large surface, présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms.

Par ailleurs, toutes les installations métalliques du stockage devront être reliées par une liaison équipotentielle.

Art. 40.— Les aires de remplissage et de soutirage, les salles de pompes, devront être conçues et aménagées de telle sorte qu'à la suite d'un incident, les liquides répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux.

Les eaux chargées d'hydrocarbures ne devront, en aucun cas, être rejetées sans au moins une décantation et une séparation préalables.

Matériels et appareils

Art. 41.— Tous les appareils et matériels susceptibles d'être générateurs ou transporteurs d'électricité statique devront avoir une mise à la terre.

Art. 42.— Toute opération de remplissage devra être contrôlée par un dispositif de sécurité qui devra interrompre automatiquement le remplissage du réservoir lorsque le niveau maximal d'utilisation sera atteint.

Le dispositif devra être conforme à la norme NF M 88-502 (limiteur de remplissage pour réservoirs enterrés de stockage de liquides inflammables).

Art. 43.— Toutes les interventions intéressant les réservoirs devront figurer sur un registre tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Moyens de secours et de lutte contre l'incendie

Art. 44.— Les dépôts seront pourvus des moyens de secours suivants :

- 1 extincteur NF MIH de 9 kg à poudre BC par réservoir ; ils devront être installés sous abri, à proximité des cuves et facilement accessibles ;
- du sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec, avec des pelles pour le répandre sur les fuites ou égouttures éventuelles.

Le matériel d'extinction devra être vérifié une fois l'an et la date de contrôle sera enregistrée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

Art. 45.— L'installation devra être défendue par un poteau d'incendie normalisé de 100 mm, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Si l'installation de ce poteau incendie s'avère impossible, l'exploitant fera connaître à l'inspection des installations classées les mesures compensatoires qu'il entend mettre en place.

Art. 46.— En cas d'incendie, le centre de secours des sapeurs-pompiers le plus proche devra être alerté ; le numéro de téléphone devra être affiché bien en évidence.

Prescriptions se rapportant aux stations marines et aux postes de distribution ou de remplissage d'hydrocarbures liquides

Art. 47.— Les installations de distribution ou de remplissage de liquides inflammables devront être pourvues en produits fixants ou en produits absorbants appropriés et de barrages antipollution permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus.

Ces produits seront stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (seau, pelle, etc.).

Des exercices d'utilisation de ces produits et du barrage devront être réalisés régulièrement et au moins une fois l'an.

Moyens de secours et de lutte des stations marines contre l'incendie

Art. 48.— En plus des moyens de secours prévus pour les dépôts, un extincteur NF MIH de 9 kg à poudre BC sera posé au niveau de chaque station marine.

Prévention de la pollution provenant de l'aire de distribution

Art. 49.— L'aire de distribution ou de remplissage de liquides inflammables doit être étanche aux produits susceptibles d'y être répandus et conçue de manière à permettre le drainage de ceux-ci.

Les liquides ainsi collectés devront, avant leur rejet dans le milieu naturel, être traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique.

Ce décanteur-séparateur sera conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres/heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables.

Ce dispositif sera nettoyé aussi souvent que cela s'avérera nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an.

Art. 50.— Les rejets provenant de l'aire de distribution ou de remplissage devront respecter les valeurs suivantes :

- Température inférieure à 35° C ;
- pH compris entre 6 et 9 ;
- MeS inférieures à 30 mg/l (*) ;
- DBO5 inférieure à 40 mg/l (*) ;
- DCO inférieure à 120 mg/l (*) ;
- Hydrocarbures inférieurs à 20 ppm (*) (AFNOR T 90203).

(*) Sur un échantillon moyen sur 24 heures.

Art. 51.— Autosurveillance

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour être en mesure d'informer l'inspection des installations classées des conditions globales de traitement des eaux de l'aire de distribution.

L'exploitant effectuera sur un échantillon moyen sur 24 heures les analyses suivantes :

- semestriellement :
 - pH
 - MeS
 - DCO
 - DBO5
 - hydrocarbures.

Ces résultats seront adressés à l'inspection des installations classées.

Les paramètres et la fréquence des analyses pourront être modifiés par l'inspection des installations classées au vu des résultats.

Protection de l'environnement

Art. 52.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 53.— L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Bruits

Art. 54.— Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser :

- les jours ouvrables :
 - de 7 h à 21 h 55 dB (A)
 - de 6 h à 7 h et de 21 h à 22 h 50 dB (A)
 - de 22 h à 6 h 45 dB (A)
- les dimanches et jours fériés :
 - de 6 h à 22 h 50 dB (A)
 - de 22 h à 6 h 45 dB (A)
- émergence : 3 dB (A).

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Prescriptions administratives

Art. 55.— La présente autorisation ne vaut permis des travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 56.— Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 57.— L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions du code du travail, en particulier le chapitre concernant la sécurité du travailleur.

Prescriptions générales

Art. 58.— L'établissement sera implanté et exploité conformément à la demande et aux plans déposés.

Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 59.— Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipients, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions de l'article 60 du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 60.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des

installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

La tenue d'un registre consignait toutes ces opérations pourra être exigée.

Art. 61.— L'inspecteur des installations classées est chargé du contrôle de l'établissement autorisé.

Art. 62.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 5 février 1993.
Haamoetini LAGARDE.

ARRETE n° 483 MAF du 5 février 1993 autorisant la société Nara Tahiti S.A. à installer et exploiter des équipements pour l'hôtel Bora Bora Lagoon Resort (établissements de la 1re classe des Installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Bora Bora).

Le ministre de l'agriculture, de l'environnement et de la condition féminine,

Arrête :

Article 1er.— La société Nara Tahiti S.A. est autorisée à installer et exploiter les équipements du projet hôtelier Bora Bora Lagoon Resort situé sur la terre "Pamatai" parcelle n° 50 pour la partie réception et sur les lots 1 et 2 de la terre "Tahuatea" de l'îlot "Toopua" dans la commune associée de Nunue, dans la commune de Bora Bora.

Art. 2.— Indépendamment des prescriptions des articles suivants se rapportant aux installations de la 1re classe (dépôt d'hydrocarbures et centrale électrique), la société Nara Tahiti S.A. est tenue de respecter les prescriptions des arrêtés types (fixés par arrêté n° 903 CM du 7 août 1992 modifiés et publiés au J.O.P.F. n° 34 du 20 août 1992) suivants :

- n° 39 - concernant un atelier de réparation et d'entretien d'engins à moteur dont la surface de travail est supérieure ou égale à 100 m² mais inférieure à 200 m² ;
- n° 57 - concernant une buanderie, une laverie, une blanchisserie et dont la capacité de lavage exprimée en kg de linge sec est supérieure à 50 kg mais est inférieure ou égale à 500 kg ;
- n° 189 - concernant les installations de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar et dont la puissance absorbée est supérieure ou égale à 10 kW mais inférieure à 200 kW.

Art. 3.— *Equipements et caractéristiques*

Les établissements qui relèvent de la 1re classe, rubriques 118-1, 130-1, 112-2-1, 39-2, 44-2, 57-2 et 189-2, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comprendront :

- le dépôt d'hydrocarbures aérien avec cuvette de rétention dont la capacité sera d'au moins 18.000 litres et composé de deux cuves de gazole de 18.000 litres et 10.000 litres ;

- une centrale électrique abritant trois groupes électrogènes de 250 kVA chacun ;
- un dépôt de gaz combustible liquéfié (4 réservoirs aériens de 500 kg chacun) ;
- une blanchisserie-buanderie ;
- les ateliers de maintenance ;
- des chambres froides.

Installations électriques

Art. 4.— Les installations électriques devront répondre à la norme NF C 15-100, et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Art. 5.— Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien ou un organisme agréé. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Des dispositifs nécessaires pour permettre, en cas de besoin, de mettre hors tension les installations électriques, doivent être prévus. Ils doivent être placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable.

Des dispositifs distincts sont obligatoires pour les installations normales, pour les installations de sécurité et éventuellement pour les installations de remplacement.

L'accès aux locaux doit être réservé uniquement aux personnes qualifiées chargées de l'entretien et de la surveillance de ces matériels.

Prescriptions se rapportant au dépôt de gaz combustible

Art. 6.— Les réservoirs doivent être stockés sur un emplacement déterminé, dégagé en permanence et affecté uniquement à cet usage.

Art. 7.— L'installation d'un dépôt de gaz combustible est interdite :

- en sous-sol ;
- au-dessus, dans ou au-dessous d'un local d'habitation.

Art. 8.— Le stockage doit être isolé par une zone de protection telle que les réservoirs soient à une distance d'au moins 5 mètres en projection sur le plan horizontal :

- des ouvertures des locaux occupés ou habités par des tiers ;
- des limites des propriétés appartenant à des tiers ou de la voie publique ;
- des ouvertures de tout local contenant des feux nus ;
- de tout point bas ou piège dans lesquels peuvent s'accumuler des vapeurs inflammables (ouvertures de sous-sol, bouches d'égout non protégées par un siphon, etc.) ;
- de tout appareillage électrique qui n'est pas de sécurité ;
- de tout moteur à combustion interne.

Cette distance est portée à 6 mètres vis-à-vis de tout dépôt ou appareil distributeur de matières inflammables, combustibles ou comburantes.

Art. 9.— Ces distances peuvent être réduites à 1 mètre, si entre ces emplacements et le stockage, est interposé un mur incombustible, stable au feu de degré 2 heures, dont la hauteur excède de 0,5 mètre celle du stockage, sans être inférieure à 2 mètres ; la longueur de ce mur doit être telle que les distances prévues à l'article 8 soient toujours respectées en le contournant.

Art. 10.— Le stockage en limite de propriété devra être protégé par un mur contigu ou mitoyen stable au feu de degré 2 heures, sur une hauteur de 2 mètres.

Le stockage des réservoirs devra être à 1 mètre de ce mur.

Art. 11.— En cas d'utilisation d'équipements électriques (lampes, fils conducteurs), ils seront d'un type dit de "sécurité".

Art. 12.— Les réservoirs de gaz ne doivent pas être placés dans des conditions où ils risqueraient d'être portés à une température dépassant 50° C.

Art. 13.— Le stockage doit être tenu en bon état de propreté. On doit notamment exclure les papiers, chiffons, herbes sèches et, en général, tout déchet combustible.

Art. 14.— Il est interdit de se livrer à l'entretien ou à la réparation des réservoirs et des accessoires dans la zone de protection définie à l'article 8.

On doit s'assurer avant la mise en dépôt que les réservoirs ne fuient pas. Tout réservoir défectueux doit être aussitôt évacué vers une zone adaptée à son traitement.

Art. 15.— Toutes dispositions doivent être prises pour que les manipulations puissent s'effectuer sans qu'il en résulte de bruits gênants pour le voisinage ou de dommages aux réservoirs.

Art. 16.— *Moyens de lutte contre l'incendie*

On doit disposer, à proximité du dépôt et sous abri, de deux extincteurs à poudre BC NF MIH de 6 kg au moins.

Ce matériel doit être périodiquement contrôlé et la date de contrôle enregistrée sur une étiquette fixée à l'appareil.

Le dépôt ne doit pas être chauffé par des appareils à flamme ou à incandescence.

Des panneaux de sécurité : "défense de fumer", "stationnement interdit" seront placés en évidence.

Art. 17.— Lorsque le dépôt est doté d'un poste d'eau, le robinet de commande doit rester dégagé et facile d'accès.

Prescriptions se rapportant à la centrale électrique

Art. 18.— Un espace suffisant d'au moins 0,50 mètre doit exister autour des groupes pour permettre une exploitation normale.

Art. 19.— Les conduits d'évacuation des gaz de combustion doivent être réalisés en matériaux incombustibles, être étanches et présenter un degré coupe-feu égal au degré de stabilité au feu du bâtiment.

Leurs matériaux seront suffisamment isolants pour que le voisinage ne soit pas incommodé par la chaleur.

On veillera particulièrement à l'étanchéité et à la résistance des joints.

Art. 20.— Un dispositif devra permettre de recueillir les égouttures éventuelles d'hydrocarbures issues des groupes afin d'éviter leur accumulation éventuelle dans le caniveau technique.

Art. 21.— Le bâtiment sera muni de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre en cas d'accident l'évacuation du personnel.

Les entrées seront interdites à toute personne étrangère au service.

Art. 22.— La ventilation sera assurée si nécessaire par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur des bâtiments toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive :

- admission par le bas, côté groupes ;
- extraction par le haut, côté aire de travail.

Les trouées de ventilation devront être munies de pièges à sons.

Art. 23.— Des murs sépareront les locaux renfermant les appareils et tuyauteries contenant des hydrocarbures de tous les locaux occupés en permanence et de ceux qui pourraient renfermer des matières inflammables.

Echappements

Art. 24.— Les échappements des moteurs thermiques devront se faire soit en fosse, soit par l'intermédiaire de silencieux, d'une efficacité équivalente.

Moyens de lutte contre l'incendie

Art. 25.— On devra disposer pour la protection contre l'incendie de la centrale et du dépôt d'hydrocarbures de moyens d'extinction appropriés, tels que :

- 1 extincteur NF MIH à poudre BC de 9 kg à proximité du local "transfos" ;
- 1 extincteur NF MIH à poudre BC de 9 kg à proximité de chaque groupe électrogène ;
- 1 extincteur NF MIH à poudre BC de 9 kg (pour le réservoir journalier) ;
- 2 extincteurs NF MIH à poudre BC de 9 kg placés à l'extérieur de la cuvette de rétention (pour le dépôt d'hydrocarbures) ;
- 1 extincteur NF MIH à poudre BC de 50 kg sur roues ;
- du sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec ;
- de pelles pour répandre ce sable sur les fuites et égouttures éventuelles.

Les matériels seront entretenus en bon état de fonctionnement et vérifiés annuellement.

Art. 26.— L'installation devra être défendue par un poteau d'incendie normalisé de 100 mm, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Si l'installation de ce poteau incendie s'avère impossible, l'exploitant fera connaître à l'inspection des installations classées les mesures compensatoires qu'il entend mettre en place.

Art. 27.— Le personnel devra être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement.

Art. 28.— En cas d'incendie, le centre de secours des sapeurs-pompiers le plus proche devra être alerté ; le numéro de téléphone devra être affiché bien en évidence.

Stockage de lubrifiants

Art. 29.— L'entreposage de récipients susceptibles de contenir des liquides inflammables se fera sur un sol étanche faisant office de cuvette de rétention.

Fonctionnement des ateliers

Art. 30.— Les huiles de vidange et déchets de fabrication seront récupérés et entreposés avant leur élimination dans des installations réglementées à cet effet, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement.

L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.

Matériels et appareils

Art. 31.— Tous les appareils et matériels susceptibles d'être générateurs ou transporteurs d'électricité statique devront avoir une mise à la terre.

Dispositions applicables à tous les dépôts d'hydrocarbures

Art. 32.— Les réservoirs fixes seront construits en acier soudable, suivant les règles de l'art et conformes à la norme NFM 88-512 et devront être fermés. Ils seront incombustibles, étanches, et devront présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels. Il devra être joint au dossier, un certificat d'épreuve hydraulique d'étanchéité délivré par le constructeur. Cette épreuve hydraulique devra être effectuée sous la responsabilité du constructeur.

Pour le cas de réservoir ancien ou douteux, un essai d'étanchéité sera réalisé par un organisme agréé. Le certificat de contrôle et d'essais sera transmis à l'inspection des installations classées.

Toutes les précautions devront être prises pour protéger les réservoirs, accessoires et canalisations de la corrosion interne ou externe.

Inspection et contrôle

Art. 33.— Epreuve et vérification de l'étanchéité

Les réservoirs devront subir avant leur mise en service, sous la responsabilité du constructeur, une épreuve hydraulique à une pression de 3 bars.

Toute la paroi extérieure de chaque réservoir devra être mise à nu pour l'épreuve et la pression de 3 bars devra être maintenue constante au moins pendant tout le temps nécessaire à l'examen complet de cette paroi. Tout réservoir sera réputé avoir subi l'épreuve avec succès s'il a supporté cette pression de 3 bars sans fuite ni déformation permanente.

En outre, l'étanchéité des réservoirs ainsi que celle des raccords, joints, tampons et canalisations devra être vérifiée, sous la responsabilité de l'installateur et par un organisme agréé, avant la mise en service de toute l'installation et avant le remblayage éventuel, sous une pression pneumatique de 300 millibars.

Art. 34.— Renouvellement de l'épreuve

L'épreuve hydraulique devra être renouvelée dans les conditions précisées à l'article précédent :

- après toute réparation intéressant le réservoir ;
- après une période d'arrêt continu de l'utilisation du réservoir dépassant deux (2) ans.

L'épreuve des réservoirs devra être renouvelée périodiquement, en présence et sous le contrôle d'un organisme agréé.

Un réservoir sera réputé avoir subi le renouvellement de l'épreuve avec succès si la pression initialement portée à 1 bar ne varie pas de plus de 50 millibars en une demi-heure, toutes choses égales par ailleurs.

Un procès-verbal de ces contrôles sera adressé à l'inspection des installations classées.

Art. 35.— Le matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est, en particulier, interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre les réservoirs et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ces réservoirs des appareils d'utilisation.

Art. 36.— Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif de jaugeage permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu ou admissible avant tout remplissage.

Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Art. 37.— En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage devra être fermé par un obturateur étanche.

Chaque réservoir devra être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, surmontés d'un grillage pare-flammes débouchant à l'air libre, en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison et ne présentant aucun risque ni inconvénient pour le voisinage.

Ces tubes devront avoir une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne, ni obturateur.

Art. 38.— Les réservoirs journaliers devront comporter un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

Une notice détaillée et un certificat d'efficacité de ce dispositif, fournis par l'installateur, devront être conservés avec les documents relatifs à l'installation et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il devra exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation, placé à l'extérieur des locaux et manœuvrable manuellement indépendamment de tout autre asservissement.

Le mode d'utilisation de ce dispositif devra être visiblement indiqué à proximité.

Les canalisations de remplissage ou de soutirage des réservoirs, même enterrées dans le sol, seront placées dans des gaines, tranchées ou caniveaux remplis de produits inertes et tamisés.

Art. 39.— Les réservoirs devront être reliés au sol par une prise de terre efficace de large surface, présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms.

Par ailleurs, toutes les installations métalliques du stockage devront être reliées par une liaison équipotentielle.

Art. 40.— Les aires de remplissage et de soutirage, les salles de pompes, devront être conçues et aménagées de telle sorte qu'à la suite d'un incident, les liquides répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux.

Les eaux chargées d'hydrocarbures ne devront, en aucun cas, être rejetées sans au moins une décantation et une séparation préalables.

Dispositions applicables au dépôt aérien

Art. 41.— Si le dépôt est en plein air ou dans un bâtiment affecté à l'usage exclusif du dépôt, l'accès à ce dépôt sera convenablement interdit à toute personne étrangère à son exploitation.

Art. 42.— Si le dépôt est en plein air et s'il se trouve à moins de 6 mètres de bâtiments occupés ou habités par des tiers, ou d'un emplacement renfermant des matières combustibles, il en sera séparé par un mur en matériaux incombustibles, coupe-feu de degré 2 heures, d'une hauteur minimale de 2 mètres.

Cuvette de rétention

Art. 43.— Les réservoirs seront placés dans une cuvette de rétention étanche dont la capacité sera au moins égale à 18 m³.

Il n'existera aucune canalisation reliant l'intérieur de la cuvette à l'extérieur.

Les effluents liquides provenant dans la cuvette de rétention seront dirigés vers le séparateur d'hydrocarbures.

Après traitement et avant leur rejet dans le milieu naturel, ils devront présenter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 20 ppm.

En l'état actuel des moyens de contrôle présents sur le territoire, il est admis qu'une absence d'irisation ou de traces d'hydrocarbures à la surface de l'effluent est le témoin d'une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 20 ppm.

Art. 44.— Le ou les réservoirs journaliers devront si possible être placés dans une cuvette de rétention de même capacité. En cas d'impossibilité, le sol placé sous le ou les réservoirs journaliers devra être étanche et d'une pente propre à diriger les déversements éventuels vers le caniveau relié au séparateur d'hydrocarbures.

Art. 45.— Il est interdit de provoquer ou d'apporter dans le dépôt du feu sous une forme quelconque, d'y fumer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles.

L'usage exclusif du dépôt, son accès sera convenablement interdit à toute personne étrangère à son exploitation.

Art. 46.— Toute opération de remplissage devra être contrôlée par un dispositif de sécurité qui devra interrompre automatiquement le remplissage du réservoir lorsque le niveau maximal d'utilisation sera atteint.

Art. 47.— Toutes les interventions intéressant les réservoirs devront figurer sur un registre tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Prescriptions se rapportant aux postes de distribution ou de remplissage d'hydrocarbures liquides

Art. 48.— Les installations de distribution ou de remplissage de liquides inflammables devront être pourvues en produits fixants ou en produits absorbants appropriés et de barrages antipollution permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus.

Ces produits seront stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (seau, pelle, etc.).

Des exercices d'utilisation de ces produits et du barrage devront être réalisés régulièrement et au moins une fois l'an.

Prévention de la pollution provenant de l'aire de distribution ou de remplissage

Art. 49.— L'aire de distribution ou de remplissage de liquides inflammables doit être étanche aux produits susceptibles d'y être répandus et conçue de manière à permettre le drainage de ceux-ci.

Les liquides ainsi collectés devront, avant leur rejet dans le milieu naturel, être traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique.

Ce décanteur-séparateur sera conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres/heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables.

Ce dispositif sera nettoyé aussi souvent que cela s'avérera nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an.

Art. 50.— Les rejets provenant de l'aire de distribution ou de remplissage devront respecter les valeurs suivantes :

- Température inférieure à 35° C ;
- pH compris entre 6 et 9 ;
- MeS inférieures à 30 mg/l (*) ;
- DBO5 inférieure à 40 mg/l (*) ;
- DCO inférieure à 120 mg/l (*) ;
- Hydrocarbures inférieurs à 20 ppm (*) (AFNOR T 90203).

(*) Sur un échantillon moyen sur 24 heures.

Art. 51.— Autosurveillance

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour être en mesure d'informer l'inspection des installations classées des conditions globales de traitement des eaux de l'aire de distribution.

L'exploitant effectuera sur un échantillon moyen sur 24 heures les analyses suivantes :

- semestriellement :
 - pH
 - MeS
 - DCO
 - DBO5
 - hydrocarbures.

Ces résultats seront adressés à l'inspection des installations classées.

Les paramètres et la fréquence des analyses pourront être modifiés par l'inspection des installations classées au vu des résultats.

Protection de l'environnement

Art. 52.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 53.— L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Bruits

Art. 54.— Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser :

- les jours ouvrables :
 - de 7 h à 21 h 55 dB (A)
 - de 6 h à 7 h et de 21 h à 22 h 50 dB (A)
 - de 22 h à 6 h 45 dB (A)

- les dimanches et jours fériés :
 - de 6 h à 22 h 50 dB (A)
 - de 22 h à 6 h 45 dB (A)
- émergence : 3 dB (A).

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Prescriptions administratives

Art. 55.— La présente autorisation ne vaut permis des travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 56.— Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 57.— L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions du code du travail, en particulier le chapitre concernant la sécurité du travailleur.

Prescriptions générales

Art. 58.— L'établissement sera implanté et exploité conformément à la demande et aux plans déposés.

Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 59.— Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipients, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions de l'article 60 du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 60.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

La tenue d'un registre consignait toutes ces opérations pourra être exigée.

Art. 61.— L'inspecteur des installations classées est chargé du contrôle de l'établissement autorisé.

Art. 62.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 5 février 1993.
Haamoetini LAGARDE.

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE PAPEETE

ARRETE MUNICIPAL n° 93-2 du 4 janvier 1993 interdisant l'accès à la portion de voie reliant la rue Wallis et le cours de l'Union-Sacrée, à tous véhicules, à l'exception de ceux appartenant auxdits riverains.

Le maire de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu le 1er décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie, une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le code des communes - parties législative et réglementaire - applicable dans le territoire de la Polynésie française, et notamment l'article L.131.3 relatif au pouvoir du maire, en matière de circulation routière ;

Vu la lettre des riverains datée du 4 décembre 1992,

Arrête :

Article 1er.— En raison de la gêne causée aux riverains et à la demande de ces derniers, l'accès de la portion de voie reliant la rue Wallis et le cours de l'Union-Sacrée sera interdit à tous véhicules, à l'exception de ceux appartenant auxdits riverains.

Art. 2.— Des panneaux signalisant cette interdiction seront installés de part et d'autre de ladite portion de voie.

Art. 3.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées, conformément aux textes en vigueur.

Art. 4.— Le directeur des polices urbaines, le chef du service de la police municipale et le chef du groupement des services techniques municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 4 janvier 1993.

Pour le maire empêché :

Le premier adjoint,
J.-B. TROUILLET.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 2 février 1993.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le chef de subdivision,

Par ordre :

L'adjoint,

Freddy SACAULT.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

SERVICE DES DOUANES

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 18 février au 3 mars 1993 inclus)

PAYS	DE VISES	Cours en francs Pacifique
Allemagne fédérale.	1 deutsche Mark	61,52
Australie.	1 dollar	69,20
Autriche.	1 schilling	8,77
Belgique.	1 franc belge	2,98
Canada.	1 dollar canadien	81,29
Danemark.	1 couronne danoise	16,03
Espagne.	1 peseta	0,86
Etats-Unis d'Amérique.	1 dollar US	102,21
Fidji.	1 dollar	64,81
Grande-Bretagne.	1 livre sterling	144,22
Hong Kong.	1 dollar	13,25
Italie.	100 liras	6,58
Japon.	100 yens	84,27
Norvège.	1 couronne norvég.	14,46
Nouvelle-Zélande.	1 dollar	52,33
Pays-Bas.	1 florin	54,61
Portugal.	1 escudo	0,67
Singapour.	1 dollar	62,21
Suède.	1 couronne suédoise	14,46
Suisse.	1 franc suisse	66,10

INSTITUT TERRITORIAL DE LA STATISTIQUE**INDICE DES PRIX DE DETAIL
A LA CONSOMMATION FAMILIALE**

Mois de janvier 1993

Base 100 - Décembre 1988

<i>Indice général</i>	106,0
— Alimentation	105,0
— Produits manufacturés	105,9
- dont habillement	100,1
- dont autres produits manufacturés	107,1
— Services	107,2

SERVICE DE L'URBANISME**PERMIS DE LOTIR**

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

**CERTIFICAT D'ACHEVEMENT DES TRAVAUX
N° 97 AU.ISLV**

Réf. : Arrêté n° 1549 MUR/AU.ISLV du 21 novembre 1988.

Les formalités, prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant l'extension par M. Warren Guilloux et Mme Lorraine Arutahi, du lotissement d'une parcelle de la terre "Irivai 1" sise à Avera, commune de Taputapuatea, consistant en un rajout de deux lots dénommés A et B, ayant été accomplies, le présent certificat, prévu à l'article D 141-8 du code précité, est délivré sous la responsabilité de M. Warren Guilloux et Mme Lorraine Arutahi.

Fait à Uturoa, le 21 janvier 1993.

Pour le ministre et par délégation :

*Le subdivisionnaire du service de l'urbanisme
aux I.S.L.V. par intérim,*

T. TEHEI.

**ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DES ILES DU VENT
POUR LE MOIS DE JANVIER 1993****COMMUNE DE ARUE***Travaux autorisés le 21 janvier 1993*

N° 93-26-1 MAE.AU, M. Octave Tching Chi Yen, parcelles cadastrées n° 73 et n° 78, section N (parcelle du lot B du lot 2 de la terre Orohena), P.K. 7, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 26 janvier 1993

N° 92-1165-1 MAE.AU, M. et Mme Armand Germain, parcelle cadastrée 117, section R (parcelle du lot 4 du domaine Temauariari Pihatarie), 1 maison d'habitation ;

N° 92-1174-1, Mme Hinano Jany Tuarau, parcelle cadastrée 206, section R (lot 40 du lotissement Moetarava), 1 maison d'habitation et 1 mur de parement.

COMMUNE DE HITIAA O TE RA*Travaux autorisés le 19 janvier 1993*

N° 92-1175-3 MAE.AU, M. Tevacaarii Teihotaata, parcelle cadastrée 79, section AI (terre Ahototeina 1, partie) à Papenoo, P.K. 17,300, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 26 janvier 1993

N° 92-906-7 MAE.AU, M. Jean Robert Roussin-Bouchard, parcelle de terrain à Mahaena, P.K. 34,300, côté mer, 1 officine de pharmacie.

COMMUNE DE FAA'A*Travaux autorisés le 21 janvier 1993*

N° 92-994-3 MAE.AU, M. Marcellin Lucas, parcelle cadastrée 154, section P1 (lot 2 du lotissement Papetaria 2), terrassement, enrochement et 1 clôture ;

N° 92-1202-1, M. et Mme Guillaume Chonsui, parcelle cadastrée 466, section C (parcelle de la terre Motio), Piafau, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 janvier 1993

N° 91-1281-2 MAE.AU, M. et Mme Pasoti Lee, lot C 64 du lotissement Socrédo à Pamatai, 1 maison d'habitation + murs de clôture ;

N° 93-17-1, M. Benjamin Poroi, parcelle cadastrée 210, section M (lot 4 du lot 6 du domaine de Pamatai), P.K. 2,5, côté montagne, 1 mur de soutènement.

COMMUNE DE MAHINA*Travaux autorisés le 19 janvier 1993*

N° 93-2-1 MAE.AU, M. Marc Handerson, parcelle cadastrée 82, section A (parcelle de la terre Vaihoru), P.K. 9,200, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 janvier 1993

N° 93-31-1 MAE.AU, M. Saumanath Inthisone, parcelle cadastrée 128, section M (lot F 23 du lotissement Mahina Tahia Rahi), 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO*Travaux autorisés le 19 janvier 1993*

N° 93-139-2 MAE.AU, M. Desli Rudy Grand Pittman, lot 1 de la terre Vaiami à Maharepa, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 21 janvier 1993

N° 92-1197-1 MAE.AU, Mme Moea Butcher épouse Huys, lot A2 du lot 1 de la terre Tefaumarumaru-Utuuturi à Haapiti, P.K. 20, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 26 janvier 1993

N° 93-44-1 MAE.AU, Mme Marthe Moea Bardon, parcelle A2 du lot 2 de la terre Manua à Haapiti, P.K. 35, côté mer, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAEA

Travaux autorisés le 21 janvier 1993

N° 93-1-1 MAE.AU, Mme Anna Frogier épouse Lacour, parcelle cadastrée 51, section AM (parcelle de la terre Tehau-Toarata), P.K. 23,400, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 janvier 1993

N° 93-28-1 MAE.AU, Mlle Sophie Tupuraa Dexter, parcelle cadastrée n° 39, section AP (lot 4 du lot 1 du lot 2 des terres Vaiaaia, Tefaa, Faahciamanu, Moerau, Anaana et Tefaautea), P.K. 26, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PUNAAUIA

Travaux autorisés le 21 janvier 1993

N° 90-948-8 MAE.AU, territoire, domaine de Outumaoro, modification du collège.

Travaux autorisés le 26 janvier 1993

N° 92-1009-1 MAE.AU, Mlle Patricia Teriitaraahamea, lot 33 du lotissement Te Tavake village, 1 "fare potee" et 1 piscine ;
N° 93-51-1, M. et Mme Patrick Teiho, lot 1255 du lotissement Le Lotus, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 janvier 1993

N° 92-812-8 MAE.AU, M. Cyrille Blenck, parcelle cadastrée 174, section K (parcelles A et B de la terre Teiriiri II et la parcelle 1 de la terre Teiriiri III), P.K. 11, côté mer, 1 officine de pharmacie ;

N° 92-1084-8, Mme Maire Dehors épouse Guillotin, dans le zonning A - B - 5 - 6 - 7 du centre commercial Moana Nui, P.K. 8,300, 1 officine de pharmacie ;

N° 92-1139-1, M. Roger Lagrange et Mlle Marie Melba Brothers, parcelle cadastrée 64, section BI (terrain de la parcelle 3A, lot II de la terre Matatia), P.K. 10,700, côté montagne, terrassement + 1 maison d'habitation ;

N° 93-18-1, M. Georges Estall, parcelle cadastrée 48, section M (lot D de la terre Tahua Raumanu 1), P.K. 12, quartier Tehei, 1 mur de clôture.

COMMUNE DE TAIARAPU-EST

Travaux autorisés le 19 janvier 1993

N° 92-1157-1 MAE.AU, M. Stanley Richmond, lot 2 de la terre Vaitui à Taurira, Fenua Aihere, 1 maison d'habitation ;

N° 93-12-1, M. Paul Teivao, partie de la terre Aitai II à Faane, P.K. 47,100, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 21 janvier 1993

N° 92-1219-1 MAE.AU, M. Tauraa Patia, partie du lot 1 de la terre Teruamapua à Pueu, P.K. 11,800, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 93-11-1, M. et Mme Raphaël Teikinuhaahaa, parcelle B de la terre Atiharuru à Afaahiti, P.K. 2,250, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 26 janvier 1993

N° 93-47-1 MAE.AU, M. Etienne Tuira, lot 2 détaché de la terre Teruamaru à Pueu, P.K. 10,500, côté montagne, 1 clôture.

Travaux autorisés le 28 janvier 1993

N° 93-21-1 MAE.AU, M. et Mme Alain Teva Maire Le Curieux-Belfond, terrain du lot 1 de la parcelle P1 de la terre

Rarouri à Afaahiti, route de la dorsale de Pueu, P.K. 3,100, terrassement + 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

Travaux autorisés le 28 janvier 1993

N° 92-800-8 MAE.AU, Mme Martine Moppert née Richard, lot 2 du lotissement Mitirapa à Toahotu, P.K. 3,3, côté montagne, 1 officine de pharmacie.

COMMUNE DE TEVA I UTA

Travaux autorisés le 19 janvier 1993

N° 92-1221-1 MAE.AU, M. et Mme Jean-Claude Vognin, parcelle des terres Ahototeina, Maruahutu et Ahotuana 1 et 2 à Mataiea, P.K. 44,4, côté montagne, 1 hangar pour abriter aliments pour bétail ;

N° 93-7-1, M. et Mme Paul Yuen Chin Poi, lot H3 du lotissement "Les Résidences de Vahoata" à Mataiea, P.K. 42,500, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 26 janvier 1993

N° 93-25-1 MAE.AU, M. Samuel Amaru Keane, parcelle n° 3 du lot 2 de la terre Tefarau 3 à Papeari, P.K. 54, côté mer, 1 maison d'habitation.

ETAT RECAPITULATIF

DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DES ILES MARQUISES
POUR LES MOIS DE DECEMBRE 1992 ET JANVIER 1993

COMMUNE DE NUKU HIVA

Travaux autorisés le 28 décembre 1992

N° 54-92 PC MAE/CMA, M. Falchetto Wenceslas, parcelle de la terre Kohuhunui, sise à Taiohae, une maison d'habitation.

Travaux autorisés le 6 janvier 1993

N° 1-93 PC MAE/CMA, M. Haiti Joseph Teve, parcelle de la terre Tihoa, sise à Hoomi, une maison d'habitation.

COMMUNE DE HIVA OA

Travaux autorisés le 21 janvier 1993

N° 2-93 PC MAE/AU.MAR, Mme Napuauhi Tinéma, parcelle de la terre Teumete sise à Puamau, un bâtiment à usage de snack.

DELEGATION A L'ENVIRONNEMENT

ENQUETE PUBLIQUE
"de commodo et incommodo"

AVIS D'ENQUETE N° 93-7 ENV

Conformément aux dispositions du code de l'aménagement de la Polynésie française, notamment son livre IV relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, sur une demande formulée par M. Jean-Michel Murcia, mandataire de la S.A.R.L. Batipol en vue d'obtenir l'autorisation d'installer et

d'exploiter un bâtiment destiné à l'entreposage, à l'exposition et à la fabrication de volets roulants et rideaux métalliques, barrières et portails en P.V.C., etc., sur la parcelle B1 de la propriété Liai sise dans la commune de Faa'a.

Une enquête publique est ouverte, à compter du 1er mars 1993 et jusqu'au 30 mars 1993.

Cette installation comprendra :

- une perceuse à colonnes ;
- une tronçonneuse à métaux de 2.100 W 6 A ;
- une machine à monter les ressorts ;
- une scie pour la découpe des lames alu de 820 W 0,8 A ;

- une scie pour la découpe des rails alu de 1.580 W 6,5 A ;
- des machines à coudre.

M. Albert Conroy, agent des installations classées à la délégation à l'environnement, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui où il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : délégation à l'environnement, rue des Poilus-Tahitiens, B.P. 4562 Papeete, téléphone : 43.24.09.

Fait à Papeete, le 10 février 1993.

Pour le ministre et par délégation :

L'ingénieur des installations classées,
Laurent BORDE.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

ETAT DES INSCRIPTIONS REÇUES AU REGISTRE DU COMMERCE PENDANT LE MOIS DE JANVIER 1993

N° 20.353-A du 5 Meunier Bruno, Georges
N° 20.354-A du 5 Cheng Tang Kivai Vaiki
N° 20.355-A du 5 Laurito Philomène
N° 20.356-A du 5 Suhas Claude, Nicole, Yasmina, Katina, Tahirere
N° 20.357-A du 5 Maoni Roger, Moearii
N° 20.358-A du 5 Sarrouy Alain, Raymond, Julien
N° 20.359-A du 5 Meunier Philippe, David
N° 20.360-A du 5 Arsius Jean-Pierre
N° 20.361-A du 6 Roques Violaine, Christelle
N° 20.362-A du 6 Lepetit Rachel, Marcelle, Anna
N° 20.363-A du 6 Bigorgne Ludovic, Richard, Tai
N° 20.364-A du 6 Wong Kui Fat
N° 20.365-A du 6 Woupayou Madeleine, Eléonore
N° 20.366-A du 6 Marchand Hervé, Jacques, Noël
N° 20.367-A du 6 Harua Edmond
N° 20.368-A du 6 Mare Miriama
N° 20.369-A du 6 Tehaamoana Robert, Taumihau
N° 20.370-A du 7 Thieme Dietrich, Vetea
N° 20.371-A du 7 Puairau épouse Goguenheim Teinuhi
N° 20.372-A du 8 Mara Aldred
N° 20.373-A du 8 Rattinassamy Jacques
N° 20.374-A du 8 Tetuaveroa Christine épouse Vaiaanui
N° 20.375-A du 8 Cosnard Philippe, Jean, Maurice
N° 20.376-A du 8 Xie épouse Laux Hong
N° 20.377-A du 8 Teaha Emile, Henri, Teriirere
N° 20.378-A du 11 Tching Chi Yen Kin Tchoung Willy
N° 20.379-A du 11 Joseph Sophie
N° 20.380-A du 11 Muet Claire, Simone, Danielle épouse Courbon
N° 20.381-A du 11 Flore Suzanne épouse Lupan
N° 20.382-A du 11 Windholotz Hervé, Albert

N° 20.383-A du 13 Lehartel Stanilas, Tarirai
N° 20.384-A du 13 Taurei Timi, Alexis
N° 20.385-A du 13 Koster Ireneusz Czeslaw
N° 20.386-A du 13 Toa Nicotemo, Tapakia
N° 20.387-A du 13 Taie Calixte
N° 20.388-A du 13 Guilloux Denis
N° 20.389-A du 14 Hilaire Rosy, Judith, Mathilde
N° 20.390-A du 14 Tuiho Joseph, Viriamu
N° 20.391-A du 14 Attal Gilles, Gaston, Georges
N° 20.392-A du 14 Jose Michel
N° 20.393-A du 14 Laise Clément dit Atony
N° 20.394-A du 14 Chambon Patrick
N° 20.395-A du 14 Kong Kam Bui
N° 20.396-A du 14 Pernet Raymond
N° 20.397-A du 14 Papu Linda
N° 20.398-A du 18 Taupotini Eliane épouse Capriata
N° 20.399-A du 18 Vivish épouse Tapare Wilma, Loise, Repeta
N° 20.400-A du 19 Stergios Clothilde, Haumata épouse Plaumann
N° 20.401-A du 19 Raoulx Taivini, Dominique
N° 20.402-A du 19 Tiareura Tefaaana, Samuel
N° 20.403-A du 19 Moal Hervé
N° 20.404-A du 19 Liao épouse Wang Sang Simone
N° 20.405-A du 19 Sauriat Michel, Raymond
N° 20.406-A du 19 Tching Simone épouse Mu San
N° 20.407-A du 19 Olix Claude, François, Ladislav
N° 20.408-A du 19 Yu Hing Bruno
N° 20.409-A du 19 Nakagawa Hiroshi
N° 20.410-A du 19 Roiro Féli, Mahinui
N° 20.411-A du 19 Ruta Terehinano, Betty
N° 20.412-A du 22 Tetua Moïse, Tumufenua, Tinomana
N° 20.413-A du 25 Kohumoetini Tuiteojouapou, Etinne
N° 20.414-A du 25 Spiteri Michel, Charles, Sauveur
N° 20.415-A du 25 Barreiro Carlos, Alberto
N° 20.416-A du 25 Le Collen Valérie, Rolande, Jeanne épouse Cantrainne

N° 20.417-A du 25	Terorotua James, Matohi	N° 4.685-B du 25	E.U.R.L. "Restaurant Matira"
N° 20.418-A du 25	Faoa Etienne, Guy	N° 4.686-B du 25	S.A.R.L. "Libre service Maharepa"
N° 20.419-A du 25	Lao Sia Albert, Liou	N° 4.687-B du 28	S.A.R.L. "Menuiserie-ébénisterie des îles Sous-le-Vent"
N° 20.420-A du 25	Bagot Jean-Yves, Marcel	N° 4.688-B du 28	E.U.R.L. "Vaitiare coiffure"
N° 20.421-A du 25	Provost Pierre, Simon	N° 4.689-B du 28	G.I.E. "Tahiti animation"
N° 20.422-A du 25	Faure Olivier, Jean-Luc, Daniel	N° 4.690-B du 28	S.A.R.L. "Maeva la Ora"
N° 20.423-A du 25	Jennings Nelson, Georges	N° 4.691-B du 28	S.A. "Ia Ora investissements"
N° 20.424-A du 25	Temai Jacques	N° 4.692-B du 29	S.A.R.L. "Réseau commercial et services"
N° 20.425-A du 25	Rasselet Fabrice, Moana	N° 4.693-B du 29	E.U.R.L. "Magasin Ha Yin"
N° 20.426-A du 25	Ropati Tetua, Marc	N° 4.694-B du 29	Société coopérative anonyme "S.C.O.P. Ihitai Nui".
N° 20.427-A du 25	Amo Pierre, Ronald, Tefau		
N° 20.428-A du 25	Mahutatua Moetu		
N° 20.429-A du 25	Gap épouse Ariiveheataiterapori Jocelyne, Renée, Georgette		
N° 20.430-A du 25	Pailloux Moariki, Renée		
N° 20.431-A du 27	Florès Bruno, Tahua		
N° 20.432-A du 27	Haumani Stanley		
N° 20.433-A du 28	Tching Maeva, Cinthia		
N° 20.434-A du 28	Teuhau Denis, Vetea		
N° 20.435-A du 28	Dahan Martial, Messaoud		
N° 20.436-A du 28	Martin Bernard, René		
N° 20.437-A du 28	Maihihi Joseph, Kaveau		
N° 20.438-A du 28	Tuhiva Tuhoe, Tefakahira		
N° 20.439-A du 28	Tinirauarii Greta, Vahinehau épouse Mihuraa		
N° 20.440-A du 28	Dewynter Agnès, Marie, Antoinette épouse Le Bert		
N° 20.441-A du 28	Morceau Michel, Paul		
N° 20.442-A du 28	Lehartel Patricia, Marina, Moeavai, Tiare, Apetahi.		

Inscriptions de sociétés

N° 4.661-B du 5	S.A.R.L. "Polynésien import export"	N° 4.069-A du 3	Sangue Jean
N° 4.662-C du 7	Société civile "Société de recherche per- lière Hivaroa"	N° 12.919-A du 5	Ly Wing Pierre
N° 4.663-C du 7	Société civile "Benjamin"	N° 18.956-A du 5	Altheimer Brigitte
N° 4.664-B du 7	S.A.R.L. "P.P.A.M."	N° 18.934-A du 5	Kapu Voltaire
N° 4.665-B du 8	S.N.C. "Guilloux et Cie" dénommée "Guilloux industries"	N° 18.522-A du 5	Florès Diane
N° 4.666-B du 8	E.U.R.L. "Tahiti Sunshine"	N° 19.310-A du 5	Atapo Maiano
N° 4.667-B du 8	S.A.R.L. "Leader coiffure"	N° 6.695-A du 5	Lehartel Gaston
N° 4.668-B du 11	S.N.C. "Poly développement"	N° 14.776-A du 5	Faarii Armo
N° 4.669-B du 11	S.A. "Poly"	N° 18.690-A du 5	Butscher Léon
N° 4.670-B du 13	Société civile "Iaorana Moana"	N° 16.376-A du 5	Leou Anne-Marie
N° 4.671-B du 13	S.N.C. "Garage du plateau"	N° 13.598-A du 5	Ariipaea épouse Robson Ahutiaré
N° 4.672-B du 13	Société civile "Pareua"	N° 19.831-A du 5	Lahcene Mohamed
N° 4.673-D du 14	G.I.E. "Tahiti tourisme"	N° 19.697-A du 5	Regis Jacques
N° 4.674-B du 14	S.N.C. "Eden"	N° 11.773-A du 6	Tane Totephano
N° 4.675-B du 14	S.A.R.L. "Imprimerie de Faaa"	N° 19.494-A du 6	Villant André
N° 4.676-C du 14	Société civile aquacole "Jubilé"	N° 12.665-A du 6	You Kai Ming René
N° 4.677-B du 14	S.N.C. "Amar Joël et Cie" dénommée "Stop Tahiti"	N° 16.650-A du 6	Tetuahiterere Edmond
N° 4.678-C du 14	Société civile "Anuanua"	N° 20.154-A du 6	Tanihaa épouse Teriipaia Remuna
N° 4.679-B du 15	E.U.R.L. "High-Tech"	N° 19.879-A du 6	Simon de Kergunic Anne
N° 4.680-B du 15	S.A.R.L. "Pizza service"	N° 17.811-A du 6	Tefaaora Arona Teriitua
N° 4.681-B du 15	S.A.R.L. "Filiale internationale de repré- sentation sport et textile" en abréviation "F.I.R.S.T."	N° 20.076-A du 7	Maopi épouse Young Pine Teura
N° 4.682-C du 18	Société civile agricole "Tererari Poe"	N° 20.290-A du 7	Huys Michel
N° 4.683-B du 19	S.N.C. "Caraïbe Yacht Three"	N° 16.639-A du 8	Huata Marguerite
N° 4.684-B du 21	S.A.R.L. "Tahiti Easy"	N° 19.488-A du 8	Richmond épouse Te Aha Henriette
		N° 19.418-A du 11	Taruoura Itaata
		N° 19.783-A du 11	Boiteux Marc
		N° 19.346-A du 11	Frogier Michel
		N° 12.956-A du 11	Yu Hing Noël
		N° 15.409-A du 13	Lao Dominique
		N° 16.900-A du 13	Tikare Rava
		N° 18.561-A du 13	Maitere Tahinanarii
		N° 18.184-A du 13	Labaste Bruno
		N° 11.976-A du 13	Lai Ah Che Lidovic
		N° 13.062-A du 13	Tetuanui Teriitaumama
		N° 16.475-A du 13	Kilpa Richard
		N° 6.927-A du 14	Casimir Gilbert
		N° 10.825-A du 14	Tehiva Jean
		N° 13.942-A du 14	Daniel Nicolas
		N° 9.338-A du 14	Teihoarii Adrien
		N° 18.433-A du 14	Foster Ruben
		N° 18.891-A du 14	Lepinasse Pierre
		N° 20.063-A du 14	Tsing Tino, Gérard
		N° 19.574-A du 14	De Kat Joan
		N° 17.877-A du 14	Teoroi Florina
		N° 5.383-A du 18	Guintin Jean
		N° 18.937-A du 18	Florès Charles, Tanihia
		N° 19.469-A du 18	Kaimuko Ida

Radiations

N° 19.198-A du 18	Zinguerlet Gaby
N° 20.335-A du 18	Zinguerlet Myranda
N° 14.151-A du 18	Hong Kiou Antony
N° 19.500-A du 18	Leharte Virginie, Moea
N° 19.309-A du 19	Aro Sandra, Heiata
N° 4.704-A du 19	Tauaroa Teiva
N° 12.916-A du 25	Sylvestre Paul, Louis
N° 14.980-A du 25	Ah Fong Francky
N° 19.680-A du 25	Tautumaupihaa Jean-Marc
N° 19.633-A du 25	Lefaux épouse Maire Jacqueline
N° 9.516-A du 25	Temai Tavaua
N° 15.099-A du 25	Wan Christian
N° 19.909-A du 25	Fouesnel Jean-Yves
N° 10.997-A du 25	Bennett Tatiana
N° 18.037-A du 25	Tokoragi épouse Tauotaha Marie-Thérèse
N° 15.676-A du 25	Teriitehau Tiria
N° 20.068-A du 25	Simon Michel
N° 16.156-A du 25	Bernière Rosita
N° 10.990-A du 28	Tumatari épouse Fo Kouï Maria, Yolande
N° 15.069-A du 28	Hotahota Valentine
N° 12.784-A du 28	Germain Philippe
N° 14.390-A du 28	Salomon Pierre
N° 19.996-A du 28	Tihoni Gyslaine
N° 11.920-A du 28	Coux Jacques
N° 14.728-A du 28	Moity Bernard
N° 3.065-A du 28	Taurua Estella
N° 18.720-A du 28	Maihihi Abraham
N° 19.680-A du 29	Tautumaupihaa Jean-Marc
N° 1.812-A du 29	Vannes Robert
N° 17.948-A du 29	Vairaa Gilberte
N° 15.043-A du 29	Howard Nelson
N° 15.680-A du 29	Decian Hélène
N° 16.644-A du 29	Bellais Turoa épouse Hauma Epereta
N° 19.456-A du 29	Charles épouse Perret-Gentil Marie-Chantal
N° 11.318-A du 29	Gazzano Patrick
N° 18.506-A du 29	De Sousa Cunha épouse Menier Katia
N° 18.165-A du 29	Cassignol Michel
N° 17.946-A du 29	Salmon Mayana.

Radiations de sociétés

N° 4.416-C du 29 S.C.I. "Marquises 2000".

Fait à Papeete, le 3 février 1993.

Le greffier en chef,
Daniel SALMON.S.C.P. "Claude VANHAECKE et Philippe CLEMENCET"
Titulaire d'un office notarial à Papeete (Tahiti)SOCIETE CIVILE AQUACOLE POEKURA
au capital de 200.000 F CFPSiège social : Papeete, Taunua, quartier Mormon ou
B.P. 9009, Papeete*AVIS DE CONSTITUTION*

Suivant acte reçu aux minutes de la Société civile professionnelle "Claude VANHAECKE et Philippe CLEMENCET" titulaire d'un office notarial à la résidence de Papeete, le 10 février 1993, il a été constitué une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : "SOCIETE CIVILE AQUACOLE POEKURA".*Forme juridique* : Société civile.*Capital social* : Deux cent mille francs CFP (200.000). Il est divisé en cent (100) parts de deux mille francs CFP chacune, numérotées de 1 à 100, entièrement libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.*Siège social* : Papeete, Taunua, quartier Mormon ou B.P. 9009, Papeete.*Objet social* :

- L'étude, l'exploitation, la diffusion et la commercialisation des produits et ressources biologiques et minérales de l'océan, de la mer, des lagons et des récifs et notamment de fermes perlières ;
- La poursuite de toutes études des conditions relatives à la création et l'exploitation d'une ferme perlière.

Durée : Quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce.*Apports en numéraire* : Le capital est entièrement constitué par des apports en numéraire.*Gérance* : La société a pour gérante Mme Teumere MARITERAGI, sans profession, demeurant à Papeete, Taunua, quartier Mormon.*Cession de parts sociales* : Les parts sont librement cessibles entre associés ; elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la gérance.*Immatriculation* : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.*Pour avis,*Me Philippe CLEMENCET,
Notaire associé à Papeete.Société civile professionnelle
"Claude VANHAECKE et Philippe CLEMENCET"
Notaires associés, Papeete - Tahiti*DEUXIEME AVIS D'APPORT
D'UN FONDS DE COMMERCE*

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire associé de la S.C.P. "Claude VANHAECKE et Philippe CLEMENCET", titulaire d'un office notarial à Papeete, 60, rue Dumont-d'Urville, le 4 février 1993, enregistré à Papeete, le 8 février 1993, folio 121, bordereau 3381/2,

M. Pierre A YOU, commerçant, demeurant à Faaa, a fait apport à la société "S.N.C. JULIETTE" au nom commercial "MAGASIN JULIETTE", société en nom collectif, constituée aux termes dudit acte, au capital de vingt millions de francs, dont le siège social est à Papeete, 43, rue François-Cardella, d'un fonds de commerce de négociant vêtements confectionnés connu sous le nom de "MAGASIN JULIETTE" sis et exploité à Papeete, 43, rue François-Cardella et pour l'exploitation duquel M. Pierre A YOU était immatriculé au registre du commerce de Papeete sous le n° 9379-A et identifié sous le n° TAHITI 067 934 001.

Ledit apport en nature a été évalué douze millions de francs CFP (12.000.000 CFP).

Les créanciers de l'apporteur ont un délai de dix jours à compter de la dernière en date des insertions légales pour faire la

déclaration de leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Papeete, conformément à la loi.

Pour deuxième avis,
Me Philippe CLEMENCET,
Notaire associé.

Etude de Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete

CONCEPTION D'ESPACES

Société à responsabilité limitée au capital de 400.000 F CFP
Siège social : Punaauia, Centre commercial Lotus
R.C.S. : Papeete n° 4137-B - N° TAHITI : 226381

RECTIFICATIF

de l'annonce parue au J.O.P.F. du 4 février 1993

Le nouveau gérant de la S.A.R.L. CONCEPTION D'ESPACES est : M. Jean-Claude Hiro de MAEYER, demeurant à Punaauia, P.K. 15, Pointe-des-Pêcheurs, et non pas M. Henri de MAEYER.

Pour avis,
Le gérant.

Etude de Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete

COOPERATIVE AGRICOLE TEVA

en abrégé S.C.A. TEVA

Société civile au capital initial de 2.600.000 F CFP
Siège social : Taravao, P.K. 1, route de Tautira
R.C.S. : Papeete n° 3.914-B, n° TAHITI 210930

1 - Il résulte des décisions de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 22 janvier 1993, les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées.

Ancienne mention :

- M. Charles THUNOT, demeurant à Papeete, chemin vicinal de Taunoo ;
- M. Enrico PICARD, demeurant à Taravao ;
- M. Brice COPPENRATH, demeurant à Hitiaa, P.K. 34,600 ;
- Mme Tevaite BORDES-TAUOTAH, demeurant à Afaahiti, P.K. 5,500 ;
- M. Joël JUVENTIN, demeurant à Mitirapa-Taravao ;
- M. José WILD, demeurant à Papeete, 87, rue des Remparts ;
- Et M. Albert VAN BASTOLAER, demeurant à Taravao, magasin Teva.

Nouvelle mention :

- M. Eric PICARD, demeurant à Taravao, route Teariki ;
- M. Robert SANDFORD, demeurant à Pirae ;
- M. Vetea RENVOYE, demeurant à Papeari ;
- Mme Tevaite BORDES, demeurant à Afaahiti, P.K. 5,500 ;
- M. Joël JUVENTIN, demeurant à Mitirapa-Taravao ;
- M. Stanley FULLER, demeurant à Mahina, vallée Ahonu, P.K. 12,500 ;
- Et M. Albert VAN BASTOLAER, demeurant à Taravao, magasin Teva.

2 - Le conseil d'administration dans sa séance du 27 janvier 1993 a nommé les membres de son nouveau bureau comme suit :

Président : M. Eric PICARD ;
Vice-président : M. Vetea RENVOYE ;
Secrétaire-trésorier : M. Stanley FULLER.

Pour avis,
Le président.

Cabinet de Mes PIRIOU, QUINQUIS,
BAMBRIDGE-BABIN, avocats

Par jugement en date du 13 janvier 1993 le tribunal civil de première instance de Papeete a homologué le contrat reçu par Me LEJEUNE, notaire, le 27 mars 1992, par lequel M. Philippe Joseph MILLON et son épouse, Mme Simone Louise DUSSAUCY, demeurant ensemble à Punaauia, Pointe-des-Pêcheurs, P.K. 15, ont substitué au régime de la séparation de biens qui était le leur le régime de la communauté universelle.

Pour extrait,
Yves PIRIOU.

M. LAN KUAN DANH Pierre, né le 26 février 1950 à Faaa, demeurant à Papeete, 138, avenue du Prince-Hinoui, B.P. 3447, Papeete, Tahiti, et ses enfants :

- Mlle LAN KUAN DANH Sandra, née le 20 novembre 1971 à Papeete, demeurant à Montpellier, immeuble Florian III, appartement n° 224, 250, route de Mende, 34 090, Montpellier (France) ;
- M. Wilfred LAN KUAN DANH, né le 1er décembre 1972 à Papeete, demeurant à Montpellier, immeuble Florian III, appartement n° 224, 250, route de Mende, 34 090, Montpellier (France),

font savoir à tous intéressés qu'ils se proposent de déposer au parquet de M. le Procureur de la République de la Polynésie française, une requête par laquelle ils demandent à être autorisés par décret, à changer leur nom en celui de : LAUDON.

P. LAN KUAN DANH. W. LAN KUAN DANH. S. LAN KUAN DANH.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION SPORTIVE TEFANA
(Section football vétérans)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 janvier 1993)

Président : TEPA Terii
Vice-président : TEREINO Tauraa
Secrétaire : LEAOU Eric
Secrétaire adjoint : CHANGUY Roger
Trésorier : PAI Ronald
Trésorier adjoint : BOOSIE Paul
Commissaire aux comptes : UTAHIA Gatién
Animateur : TEHEI Nefi
Assesseeurs : MANUEL Tauarai
MOROHI Terii

ASSOCIATION "TAMARII TAI TAI TE U'UPA"

Extraits de statuts

L'association dite "TAMARII TAI TAI TE U'UPA", fondée le 13 janvier 1993, a pour objet de promouvoir la musique à travers ses îles.

Sa durée est illimitée.

Son siège social est fixé à Pirae, rue Tematahi-Temarii.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TUTETE Norbert
Secrétaire	: POMARE Charles
Trésorière	: POMARE épouse TUTETE Maud

Récépissé n° 93-238 MFR/AA du 11 février 1993.

ASSOCIATION ARTISANALE VAHINE ANAPOTO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(30 janvier 1993)

Président d'honneur	: PARAU Naenae
Présidente	: CARINI Noni
Vice-présidente	: MASSIN Maria
Secrétaire	: DEMONT Thérèse
Secrétaire adjoint	: CARINI Heifara
Trésorière	: VIRASSAMY Christiane
Trésorière adjointe	: CLARK Rachelle

SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DE LA MER

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(9 novembre 1992)

Secrétaire général	: MONIER Christian
Secrétaire général adjoint	: LEPROUX Frédéric
Secrétaire	: SANTONI Alain
Secrétaire adjointe	: DE FLORIS Christine
Trésorière	: MULATIER Rosalie
Trésorier adjoint	: PARKER Gérard
Assesseur	: TERAURA Tekori

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE RAITAMA

Anciennement dénommée

COOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ECOLE MATERNELLE TAUNOA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(8 octobre 1992)

Présidente	: TEANINIURAITAMOANA Poehina
Vice-présidente	: LAMBERTY Angela
Secrétaire	: TAPUTU Linda
Secrétaire adjointe	: SHUI Myrtille
Trésorière	: CHIN Pascale
Trésorière adjointe	: LAI Mirella

ASSOCIATION ARTISANALE TO FARE NIAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(1er octobre 1992)

Président d'honneur	: UAUUA Adrien
Présidente	: KARAPARUA Viri
Vice-présidente	: RUA Lorna
Secrétaire	: MAIHI Patricia
Secrétaire adjointe	: SNOW Carmen
Trésorier	: KARAPARUA Tetua
Trésorière adjointe	: PAATI Noeline
Assesseurs	: TEREVAURA Tapeta ANUU François MAHEAHEA Tahuka

ASSOCIATION "DONNEURS DE SANG DE POLYNESIE"

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(21 janvier 1993)

Président d'honneur	: BILLON Luc
Président	: PARISSE Jacques
Vice-présidents	: RAYNAL Jacques TAIE Carmella
Secrétaire	: BONNARDOT Marie-Thérèse
Secrétaire adjointe	: TEIHOTU Marie-Louise
Trésorier	: DUMONT Daniel
Trésorière adjointe	: ALY Nicole

Conseil d'administration :

BONNARDOT Jean-Marie
BUFFIERE Robert
CLUZEAU Claude
DE BALMANN Andréa
DUDES Michel
JONC Rose
THERON Jean-Paul
VOIRIN Fanaura
PARDIGON Paul
DUMONT Jacqueline
SABRE Angéline

SYNDICAT PROFESSIONNEL
DES CONCESSIONNAIRES AUTOMOBILES

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(25 novembre 1992)

Président	: HART Steve
Vice-président	: FAUGERAT Narii
Secrétaire	: ROUQUETTE Marcel
Trésorier	: SOLARI Jacques

ASSOCIATION "STAR CLUB"

Modification des statuts

Le nouveau siège social de l'association est fixé à : Hôtel Prince-Hinoi, 1er étage, salle de conférence.

Le reste sans changement.

ASSOCIATION SPORTIVE DE TIAREI
(Section football)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 décembre 1992)

Président d'honneur	:	TUIRA Robert
Président	:	ROCAS Arthur
Vice-président	:	LIGTHART John
Secrétaire	:	TEURI Tehuarii
Secrétaire adjointe	:	MOEAU Cynthia
Trésorière	:	POTHIER Linda
Trésorière adjointe	:	TAVAITAI Tania

ASSOCIATION TE ORA RAA MAITAI NO PUNARUU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 février 1993)

Président	:	HOWELL Patrick Tahiaata
Vice-président	:	HART Roland
Secrétaire général	:	MAURIN Bernard
Secrétaire général adjoint	:	ADAMS Victor
Trésorière générale	:	MERVIN Hina
Trésorier général adjoint	:	MERVIN James
Asseseurs	:	MAI Guy
	:	AUMERAN Esther
	:	NG KWAI SUSI You Po
	:	MAI Jean-Marie Temauarii

ASSOCIATION SPORTIVE TE UI VA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 décembre 1992)

Président	:	HINTZE Serge
Vice-président	:	TEIVA Viri
Secrétaire	:	MARA Marc
Secrétaire adjoint	:	VILLIERME Martial
Trésorier	:	MEUEL Hermann
Trésorier adjoint	:	QUESNOT Vatea

ASSOCIATION TAHITI JET-SKI CLUB

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 décembre 1992)

Président	:	VIVISH Manate
1er vice-président	:	MANJARD Jacques
2e vice-président	:	DESVIGNES Michel
Secrétaire générale	:	MANJARD Denise
Secrétaire générale adjointe	:	VIVISH Vaite
Trésorière	:	DESVIGNES Denise
Trésorier adjoint	:	TAIARUI Moe
Membres actifs	:	ORBECK Lauritz
	:	SIAU Roger
	:	TRONDLE Jean-Marc
	:	LENOBLE Guy
	:	LUC Gilles
	:	TAMARII Willy

ASSOCIATION ARTISANALE TENAHE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 février 1993)

Président d'honneur	:	TUORAA Teuiarai
Présidente	:	TUORAA Henriette
Vice-présidente	:	HOLMAN Mélanie
Secrétaire	:	TUORAA Maite
Secrétaire adjointe	:	TUORAA Noémie
Trésorière	:	TUORAA Erie
Trésorière adjointe	:	TUORAA Maeva
Asseseurs	:	TEAMO Samuel
	:	TEAMO Danny
	:	AKA Mare

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DU COLLEGE DE TAIOHAE "TE TAU VAE IA"**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 novembre 1992)

Président	:	TEIKITOHE Pierre
Vice-président	:	TEIKINUATUA Simon
Secrétaire	:	BARBE Alain
Secrétaire adjointe	:	TEHAAMOANA Marie-Joseph
Trésorier	:	TEIKITEETINI Charles
Trésorier adjoint	:	HAITI Jérôme

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE
DE TOOTOOMIRO DE HITIAA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 octobre 1992)

Présidente	:	TEIHOARII Yvannah
Vice-présidente	:	LUCAS Augustine
Secrétaire	:	TEHURITUA Marie
Secrétaire adjointe	:	VIRIAMU Turia
Trésorière	:	TAURUA Anita
Trésorière adjointe	:	HOPUU Adèle

SYNDICAT DES FLEURISTES

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 décembre 1992)

Président	:	GUENIN Christian
Vice-présidente	:	CONTI Rose
Secrétaire	:	CHARDO Roland

SYNDICAT DES GERANTS DE STATIONS-SERVICES

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 janvier 1992)

Président d'honneur	:	JOHNSTON Roger
Président	:	SAGE Léo
Vice-président	:	PEDEBIDOU Luc
Secrétaire général	:	OLLIVIER Thierry

LOTO NATIONAL N° 6

Premier tirage du mercredi 10 février 1993 : 7 18 20 24 31 39

Numéro complémentaire : 40

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros	6	10.950.909
5 bons numéros + numéro complémentaire	27	1.253.363
5 bons numéros	1.073	110.090
4 bons numéros	57.251	2.181
3 bons numéros	1.071.050	163

Deuxième tirage du mercredi 10 février 1993 : 7 33 39 41 42 46

Numéro complémentaire : 14

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros	1	143.893.454
5 bons numéros + numéro complémentaire	16	1.907.090
5 bons numéros	423	247.636
4 bons numéros	34.344	3.290
3 bons numéros	754.630	218

LOTO NATIONAL N° 6

Premier tirage du samedi 13 février 1993 : 8 12 34 39 41 43

Numéro complémentaire : 11

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros	0	
5 bons numéros + numéro complémentaire	6	3.144.727
5 bons numéros	389	169.454
4 bons numéros	25.535	3.327
3 bons numéros	490.903	345

Deuxième tirage du samedi 13 février 1993 : 4 15 20 25 47 48

Numéro complémentaire : 35

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros	4	99.351.090
5 bons numéros + numéro complémentaire	2	8.796.818
5 bons numéros	422	149.636
4 bons numéros	23.294	3.490
3 bons numéros	472.312	327

AVIS RELATIF AU 2^e TIRAGE DU LOTO NATIONAL N° 307

Pour le 2^e tirage du loto n° 307 du samedi 20 février 1993, il sera affecté dans les conditions prévues par l'article 11.3.1 du règlement du loto national, la somme, égale à un multiple de 18.181.818 CFP nette de prélèvement légal, nécessaire au versement d'un gain qui ne sera pas inférieur à 636.363.636 CFP, réparti, par parts égales, entre les jeux classés au premier rang et net du prélèvement légal.

Dans l'hypothèse où aucun ensemble de numéros ne serait classé au premier rang, la somme affectée à ce rang étant déterminée précédemment nette du prélèvement légal, les dispositions de l'article 11.5 du règlement seraient appliquées.

*Le président du conseil d'administration
de la Pacifique des Jeux,
Daniel SPARZA.*

UNION NATIONALE DES PERSONNELS RETRAITES DE LA GENDARMERIE AMICALE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (29 janvier 1993)

Présidents d'honneur	:	VIREMOUNEX Jean DESGRANGES Marcel JURION Lionel
Président	:	SANSON Lucien
Vice-président	:	TAPEA Raymond
Secrétaire	:	MONTESINOS Alain
Secrétaire adjoint	:	LETERNE Marcel
Trésorier	:	BAZIN René
Trésorier adjoint	:	MAISON Jean-Claude
Membres	:	FILIPKOWSKY Marius THIBAULT André BRUNO Michel

ASSOCIATION FOOTBALL CLUB BANQUE DE TAHITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (5 janvier 1993)

Président	:	VONS Eric
Secrétaire	:	TETIARAHU Angèle
Trésorier	:	CHANSIN Jean-Pierre
Délégué	:	TUPEA Taniera

FEDERATION GENERALE DU COMMERCE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (27 janvier 1993)

Président	:	CHANGUES Jules
1 ^{er} vice-président	:	DE MARNIGNY Daniel
2 ^e vice-président	:	ROI Douglas
Secrétaire général	:	TANSEAU Alexis
Secrétaire général adjoint	:	SIU Daniel
Trésorier général	:	BEAUMONT Léonard
Trésorier général adjoint	:	SAGE Léo

ASSOCIATION FA'AIHO TUMU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (22 janvier 1993)

Président	:	TAURAA Edgard, Baldwin
Vice-présidente	:	UTIA Ina
Secrétaire	:	MACE Miriama
Secrétaire adjoint	:	TIAPARI Tetuanui
Trésorier	:	VAN BASTOLAER Henri
Trésorier adjoint	:	DEANE Walter
Assesseurs	:	VON BALOU Yvonne TAPUTUARAI Betty

ASSOCIATION SPORTIVE MAIRE NUI SECTION DE PÉTANQUE

Création de section

Il a été procédé à la création d'une section de pétanque au sein de l'ASSOCIATION SPORTIVE MAIRE NUI de Tautira.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	:	SALMON Tutaha
Président	:	PEREZ Loulou
Vice-président	:	TIARE Steve
Secrétaire	:	TARAUFAU Léon
Secrétaire adjoint	:	FAATAHAE Timi
Trésorier	:	PAEPAETAATA Bill
Trésorier adjoint	:	TAUMIHAU Lucien
Membres	:	TEKURARERE Georges VAIHO Rony TEUIRA Timi RANGIMAKEA Terani TIARE Gabriel

COMITE TERRITORIAL DE L'UNION SPORTIVE DE L'ENSEIGNEMENT DU 1^{er} DEGRE

Anciennement dénommé

UNION SPORTIVE DE L'ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE DE POLYNESIE FRANÇAISE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (5 février 1993)

Président	:	ARIHOTIMA Jean-Paul
Vice-président	:	BONNO Jacques
Secrétaire	:	BERGER Charles
Trésorier	:	TEMORERE Jean-Claude
Délégué territorial	:	MAURIN Bernard

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
(liste non limitative)

RECUEIL DE TEXTES

CONCERNANT LES IMPOTS ET TAXES ASSIMILEES

(Edition mise à jour au 1^{er} janvier 1990)

Prix : 3.500 francs l'exemplaire non perforé

Prix : 3.900 francs l'exemplaire perforé

T A R I F

des abonnements, annonces, insertions, cessions, etc., de l'Imprimerie Officielle, en francs Pacifique

I - JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

	POLYNÉSIE FRANÇAISE	NOUVELLE CALÉDONIE	FRANCE et DOM-TOM	ÉTRANGER	ANNONCES et AVIS
		Voie aérienne	Voie aérienne	Voie aérienne	Annonces judiciaires, commerciales : - la ligne 225 frs - les mêmes renouvelées 90 frs Publications des associations philanthro- piques, littéraires, scientifiques, sportives, coopératives, syndicales, etc. : - la ligne 160 frs
Numéro	180	220	275	355	
Abonnement 6 mois	2.730	4.085	5.135	7.230	
Abonnement 1 an	4.950	7.500	9.690	13.950	